

2020

LES CARNETS DU TEMPS

Trimestriel d'information culturelle de l'aviateur

Les Amériques



Édito

La transition estivale est souvent l'occasion de réaliser des changements dans les organisations et de voir ainsi arriver aux responsabilités de nouvelles personnes. Le CERPA-CESA n'échappe pas à cette règle et c'est avec beaucoup de plaisir que je m'adresse à vous en tant que nouveau rédacteur en chef des Carnets du Temps.

La première chose que je souhaite faire est de remercier mon prédécesseur, le lieutenant-colonel Jérôme de Lespinois, pour la qualité de l'outil qu'il me transmet et de saluer le niveau qu'il a su imprimer à cette publication. À ce titre, si je signe l'édito, c'est lui qui a porté la ligne éditoriale de ce numéro, marquant ainsi cette transition entre nous deux.

S'il est inutile de rappeler que cette année a été très largement perturbée par la crise de la COVID, je tiens également à souligner que les équipes des rédacteurs du CERPA-CESA sont restées mobilisées pour maintenir les publications et conserver la qualité des Carnets du Temps qui est tant appréciée.

Ce 138^e numéro se propose de vous emmener à la découverte de différents aspects de la géopolitique, de la culture, de la société et de l'histoire du continent américain. Les articles suggèrent de nouvelles perspectives de compréhension des « Amériques » et proposent des pistes de réflexion que le lecteur pourra ensuite approfondir à sa convenance.

Quelles que soient les spécialités ou les appétences propres à chacun, il est aujourd'hui nécessaire de bénéficier des clés de compréhension de notre monde en perpétuel mouvement. À l'heure où l'armée de l'air devient l'armée de l'air et de l'espace, cela est encore plus vrai. Toute l'équipe se joint donc à moi pour vous souhaiter une bonne lecture et de belles découvertes culturelles.

Col Laurent Paquot
Rédacteur en chef

Centre études, rayonnement et partenariats de l'armée de l'air (CERPA) Centres des études stratégiques aérospatiales (CESA)

Directeur de la publication :
GBA Julien Sabéné

Rédacteurs en chef :
Col Laurent Paquot
Lcl Jérôme de Lespinois

Rédacteurs en chef adjoints :
Cne Ivan Sand
Ltt Louise Matz

Rédacteurs du CERPA :
Adc Jean-Paul Talimi
Adc Fanny Boyer

Maquette :
M. Emmanuel Batisse
M. Philippe Bucher
Cal Nadir Bouras

Relecture :
Lcl (R) Danielle Emeras

Diffusion :
Claude Donavin
Clc Mathieu Cornu

Correspondance :
CERPA-CESA
1 place Joffre,
75700 PARIS SP 07 - BP 43
Tél. : 01 44 42 80 55
MTBA : 861 753 80 55

Impression :
Imprimerie EDIACA (Établissement
d'impression, de diffusion et d'archi-
vage du commissariat des armées)

Tirage 1 200 exemplaires

Les opinions émises dans les articles
n'engagent que la responsabilité
des auteurs

TOUT DROIT DE REPRODUCTION
RÉSERVÉ
ISSN 1769-452

Les Amériques

4

Géopolitique - Économie - Droit

- Les élections présidentielles américaines de 2020 :
les enjeux du Collège électoral..... 4
- *Uti possidetis juris* et Amérique latine hispanique 8
- L'influence croissante de la Chine en Amérique
latine et dans les Caraïbes 10
- La reconquête des favelas de Rio de Janeiro 12
- Le Brésil et la biodiversité. Le cas du Cerrado 14
- L'aide humanitaire à Haïti, un échec ? 16
- La Guadeloupe, une économie insulaire tournée
vers le tourisme 18

20

Culture de Défense

- La bataille de Cajamarca. 20
- L'opération *Condor* 22
- L'Alaska : une position stratégique
pour la défense de l'Amérique du Nord 24
- L'accélération du dégel du pergélisol en Alaska,
une menace pour les infrastructures militaires 26
- Cartographie..... 28

30

Histoire

- Le budget militaire américain 30
- Les projets de colonisation français au Brésil 32
- Toussaint Louverture et l'indépendance d'Haïti..... 34
- Les ruées vers l'or américain 36
- Le sous-commandant Marcos, guerrillero pacifiste .. 38

40

Lettres - Arts - Société

- La disparition des Indiens de Patagonie..... 40
- La crise argentine de 1998..... 42

– Joan Baez, une chanteuse engagée.....	44
– Bruce Springsteen, un héros américain.....	46
– Un musée d’art moderne hors norme : le MOMA ..	48
– Le cinéma latino-américain et la France	50

52

Sciences et inventions

– Jack London, pressé de vivre.....	52
– Diego Rivera, un artiste mexicain révolutionnaire.....	54
– Le baseball, sport constitutif de l’identité américaine.....	56
– Apple invente le smartphone tactile	58
– Les constructions gigantesques de Teotihuacán	60
– Les richesses du désert d’Atacama	62
– Le guano : l’or du Pérou	64

66

Histoire aéronautique

– Graham Bell, l’enseignant pour les sourds invente le téléphone.....	66
– Amelia Earhart, pionnière de l’aviation	68
– La <i>Varig</i> disparaît après 80 années d’existence	70
– L’Oiseau blanc s’envole à la conquête de New York ..	74
– Henri Guillaumet, le naufragé des Andes.....	76
– La montée en puissance de la nouvelle <i>Space Force</i> américaine.....	78

Les élections présidentielles américaines de 2020 :

Les enjeux du Collège électoral

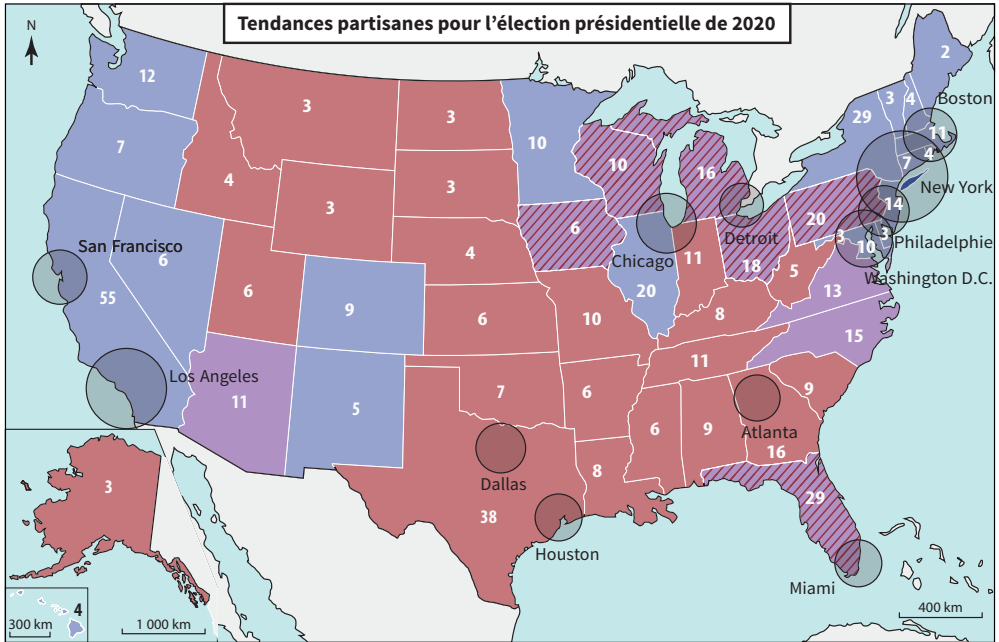
Le 3 novembre 2020, les citoyens américains se rendront aux urnes pour élire le 46^e président des États-Unis. Ils auront le choix entre Joe Biden, le candidat démocrate ancien vice-président de Barack Obama, et le président républicain sortant, Donald Trump. Contrairement à la France, cette élection n'est pas remportée avec l'obtention d'une majorité du vote populaire à l'échelle nationale mais repose sur un système complexe appelé le Collège électoral. Mandaté par la constitution américaine, ce Collège électoral est composé de 538 grands électeurs, correspondant au nombre d'élus au Congrès (100 sénateurs, 435 représentants) plus 3 pour le District de Columbia (Washington D.C.). Ces 538 grands électeurs sont répartis dans les 50 États américains proportionnellement à leur population. Ainsi la Californie, État le plus peuplé, compte 55 grands électeurs, contre seulement 3 pour les États les moins peuplés tels le Montana ou le Wyoming. Pour gagner l'élection présidentielle, les candidats doivent donc emporter la majorité des votes des grands électeurs, soit 270. Aucune loi fédérale ne les y oblige mais les grands électeurs ont pour coutume de voter pour le candidat qui a gagné le vote populaire dans leur État respectif : c'est ce qu'on appelle le *winner-takes-all*. Ce système électoral explique comment, par deux fois sur les vingt dernières années, le candidat finalement élu président n'avait pas emporté le suffrage populaire (George W. Bush en 2000 et Donald Trump en 2016). En 2016 notamment, Donald Trump a gagné l'élection présidentielle en emportant une majorité de grands électeurs bien qu'il ait obtenu environ 3 millions de voix de moins que Hillary Clinton. L'enjeu est donc de gagner une majorité des voix dans le plus d'États possible plutôt qu'une majorité des suffrages à l'échelle nationale.

La composition sociodémographique et la répartition géographique des bases électorales des deux partis dominants font qu'une majorité d'États sont généralement considérés comme acquis à l'un des deux partis. D'une manière générale, le Parti démocrate rassemble les électeurs jeunes (18-35 ans), les femmes et les populations issues des minorités. Il trouve par ailleurs ses bastions dans les grandes villes et les villes universitaires. Par contraste,

l'électorat républicain est majoritairement composé de populations blanches, plus âgées et vivant en milieu rural ou suburbain. Cela explique donc pourquoi les côtes est et ouest américaines, où se concentrent les plus gros centres de population du pays, sont dominées par le Parti démocrate. En revanche, les États ruraux du centre du pays favorisent fortement le Parti républicain. Ainsi, l'État de New York et la Californie votent pour le candidat démocrate à la présidentielle depuis 1988 et 1992 respectivement. Par contraste, des États tels que le Wyoming ou le Tennessee sont considérés comme acquis au Parti républicain.

Les élections présidentielles se jouent donc essentiellement sur les *swing states*, ces États où les deux partis peuvent prétendre à la victoire à cause de l'hétérogénéité de leur population et des évolutions des bases électorales des partis. L'élection de 2020 se jouera donc dans un nombre restreint d'États où les lignes de front entre les deux partis sont particulièrement imprévisibles. D'une part, il s'agira de voir si Donald Trump est capable de conserver son avantage auprès des populations de classe moyenne rurale blanche qui furent la clef de sa victoire en 2016 dans des États tels que le Wisconsin, le Michigan ou la Pennsylvanie, tout en jugulant l'hémorragie du vote républicain dans les banlieues. On note en effet dans ces territoires suburbains, rassemblant des populations relativement aisées et conservatrices, un rejet de plus en plus marqué d'un Parti républicain contrôlé par Trump, comme l'ont montré les élections mi-mandat de 2018. Ce fut notamment le cas dans les États cités ci-dessus, mais aussi dans d'autres traditionnellement républicains tels que la Virginie ou la Caroline du Nord. D'autre part, il s'agira de voir si Joe Biden parvient à courtiser ces électeurs des banlieues tout en maintenant la mobilisation toujours plus importante des populations hispaniques en faveur du Parti démocrate. Dans les États du sud-est des États-Unis, celles-ci représentent une portion croissante de l'électorat. Elles ont déjà largement contribué à faire du Nevada et du Nouveau-Mexique des États démocrates et les élections de 2018 ont montré leur importance croissante en Arizona, jusqu'alors un bastion républicain fiable.

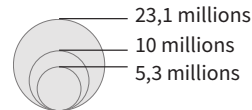
Les élections présidentielles de 2020 : les coalitions



I - L'élection présidentielle se jouera dans un petit nombre d'Etats

- Swing state en 2020
- Victoire démocrate probable
- Victoire républicaine probable
- 18 Nombre de Grands électeurs
- Etat démocrate en 2012 gagné par Trump en 2016

Population des aires métropolitaines de plus de 5 millions d'habitants

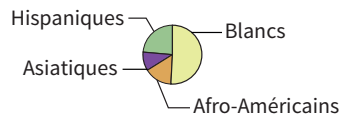


II - Concentration des populations issues des minorités dans la coalition démocrate

- Concentration des populations blanches
- Concentration des populations hispaniques
- Concentration des populations afro-américaines
- Zone mixte

Swing states en 2020

Répartition ethnique de la population des aires métropolitaines de plus de 5 millions d'habitants



III - Le co

Les Répub

Le Sénat

2 In

45 Démocrates

... et les

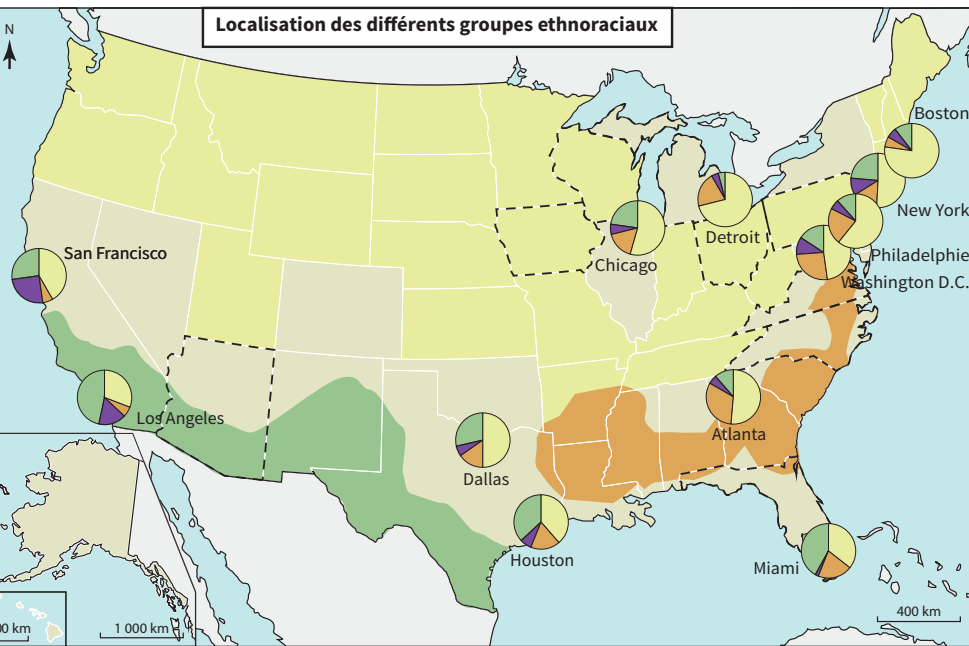
La Chambr

1 Liber

233 Démocrates

Sources : Cook Political Report ; Census Bureau ; Pew Research Center ; Center for Politics

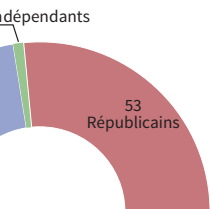
électorales des partis sont relativement stables



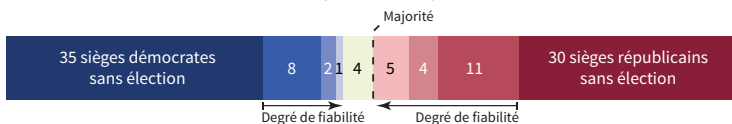
Contrôle du Congrès sera aussi un enjeu central de l'élection de 2020

Les républicains ont des chances de maintenir leur majorité au Sénat...

Depuis 2018



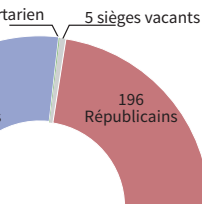
Pronostic des résultats au Sénat (1er mai 2020)*



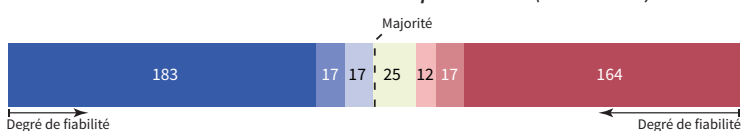
*Le Sénat américain est renouvelé par tiers tous les deux ans, expliquant que certains Etats n'aient pas d'élections sénatoriales en 2020.

Les Démocrates devraient garder leur majorité à la Chambre des représentants

Depuis 2018



Pronostic des résultats à la Chambre des représentants (1er mai 2020)**



**L'entièreté de la Chambre des représentants est renouvelée tous les deux ans. Tous les sièges sont donc en jeu en 2020.

© Roman Vinadia, mai 2020

Uti possidetis juris et Amérique latine hispanique

Notion

« *Uti possidetis, ita possideatis* » : cet adage – dont on trouve trace déjà en droit romain – revêt une signification familière dans l'esprit des juristes : « Comme vous possédez, ainsi continuez à posséder ». En droit international public, l'expression « *Uti possidetis juris* » désigne un principe, énoncé au début du XIX^e siècle à propos des anciennes colonies hispaniques, en vertu duquel les limites administratives coloniales constituent les frontières des États nouvellement indépendants qui se sont substitués aux colonies disparues. Selon la Cour internationale de justice (CIJ), le génitif latin « *juris* » « *accorde au titre juridique la prééminence sur la possession effective comme base de souveraineté* » (CIJ, 22 décembre 1986, Burkina Faso / Mali). En d'autres termes, pour déterminer l'assiette spatiale sur laquelle l'État, accédant à l'indépendance, exerce sa souveraineté, le titre juridique – et non la possession effective – représente l'élément déterminant. L'année critique prise en considération, pour analyser les titres invoqués, fut 1810 (concernant les États hispano-américains d'Amérique du Sud) et 1821 (concernant l'Amérique centrale).

Fondements

Dans une sentence arbitrale, en date du 24 mars 1922, rendue par le Conseil fédéral suisse au sujet d'un différend opposant la Colombie au Venezuela, il fut précisé que le principe de l'*uti possidetis juris* « *offrait l'avantage de poser en règle absolue qu'il n'y a pas en droit, dans l'ancienne Amérique espagnole, de territoire sans maître...* » : même les régions inoccupées par les Espagnols ou inexplorées étaient considérées comme appartenant, en droit, aux nouvelles Républiques – succédant à la Province espagnole – en vertu des titres juridiques territoriaux (les anciennes ordonnances) émanant de la mère patrie. Il en résulte que le principe de l'*uti possidetis juris* permettait de faire obstacle aux tentatives, pouvant émaner d'États colonisateurs européens, d'accaparement de territoires qu'ils auraient pu essayer de proclamer *res nullius*. Par ailleurs, le principe de l'*uti possidetis juris* permet d'éviter les conflits, relatifs à la détermination des lignes frontalières, qui seraient susceptibles de mettre en danger l'indépendance et la stabilité des États nouveaux après le retrait de la puissance administrant les territoires coloniaux.

Nature

Le principe de l'*uti possidetis juris* constitue une règle de droit international non écrit. Mais est-il de nature coutumière (pratique accompagnée d'une conviction de droit) ou de nature principielle ? Dans l'affaire du différend frontalier, terrestre, insulaire et maritime opposant El Salvador au Honduras (C.I.J. [Chambre], 11 septembre 1992 – Nicaragua intervenant), la République d'El Salvador a considéré que la règle de l'*uti possidetis juris* constitue une coutume internationale et un principe général de droit (mémoire du 1^{er} juin 1988). Par ailleurs, dans son arrêt (susmentionné) du 22 décembre 1986, la CIJ a affirmé qu'il « faut voir, dans le respect ... des [délimitations existantes], non pas une simple pratique qui aurait contribué à la formation graduelle d'un principe de droit international coutumier dont la valeur serait limitée au continent africain comme elle l'aurait été auparavant à l'Amérique hispanique, mais bien l'application en Afrique d'une règle de portée générale ». Se fondant, notamment, sur ce texte, le rapporteur spécial de la Commission du droit international des Nations-Unies, chargé d'étudier les principes généraux du droit, a classé la règle de l'*uti possidetis juris* dans la catégorie des « principes généraux de droit » (« principes généraux du droit formés dans le système juridique international » – Rapport du 5 avril 2019).

Autorité

Règle de droit liant les États, qui ne peuvent pas s'en affranchir unilatéralement, le principe de l'*uti possidetis juris* ne constitue pas une règle de droit impératif : les États peuvent y déroger par convention contraire (CIJ [Chambre], 11 septembre 1992 [susmentionné]). Cette solution jurisprudentielle est opportune : nourrie de faits variés et, parfois même, aléatoires, la vie internationale des États ne peut pas s'accommoder d'une règle qui aurait pour effet de figer définitivement les frontières.

Application

En pratique, le principe de l'*uti possidetis juris* n'a pas toujours pu être appliqué. En 2012, dans un litige opposant le Nicaragua à la Colombie, la CIJ a affirmé, à propos de formations maritimes litigieuses, « qu'aucune des ordonnances datant de l'époque coloniale citées par l'une ou par l'autre [des parties] ne fait spécifiquement référence aux formations maritimes en litige ». Aussi, l'existence de titres juridiques anciens – qui auraient permis de trancher le litige – faisant défaut, la Cour a-t-elle conclu que « le principe de l'*uti possidetis juris* ne permet pas de déterminer qui détient la souveraineté sur les formations maritimes en litige » (CIJ, 19 novembre 2012).

L'influence croissante de la Chine en Amérique latine et dans les Caraïbes

En 20 ans, la Chine a considérablement renforcé sa présence en Amérique latine et dans les Caraïbes, et ce malgré l'éloignement. La capitale la plus éloignée de Pékin est en effet Buenos Aires à plus de 19 000 km. Une vingtaine de pays de la région ont récemment rejoint la *Belt and Road Initiative* chinoise, séduits par les ouvertures économiques offertes par la Chine. Si la présence chinoise est avant tout économique, elle est également politique, scientifique et même, de plus en plus, militaire.

Depuis 1999, le commerce bilatéral avec les pays d'Amérique latine est passé de 12 milliards de dollars à 306 milliards de dollars, faisant de la Chine le second partenaire commercial de la région, derrière les États-Unis, et alors que les exportations vers la Chine sont composées à 72 % de matières premières, contre 27 % pour les exportations vers le reste du monde. La Chine est devenue un investisseur majeur dans la région, principalement à travers ses entreprises d'État, cumulant 140 milliards de dollars d'actifs en quinze ans, notamment dans les domaines de l'énergie, de la construction, du transport, mais aussi du prêt aux États, comme avec l'Argentine et le Venezuela.

Ces investissements s'expliquent tant par l'intérêt chinois pour les matières premières, du soja brésilien au cuivre chilien en passant par le pétrole vénézuélien, que par la volonté de diversifier ses partenaires commerciaux, notamment dans le contexte de la guerre commerciale avec les États-Unis. L'intérêt pour la région des entreprises des technologies numériques ne doit également pas être sous-estimé, de Huawei à Alibaba en passant par Baidu qui, dès 2015, inaugurerait un moteur de recherche en portugais pour le Brésil. La Chine y exporte également des moyens de surveillance facilitant parfois la mise en œuvre de politiques autoritaires.

Cette coopération économique est indissociable d'un rapprochement politique. La première stratégie chinoise dans la région est présentée dans un Livre blanc en 2008, puis actualisée en 2016. Elle repose sur une approche bilatérale mais aussi multilatérale, cherchant à capitaliser sur le forum Chine-CELAC, créé en 2014 lors d'une visite de Xi Jinping au Brésil. La Chine avait auparavant largement profité de la multiplication de gouvernements de

gauche dans les années 2000 et 2010, enclins à réduire l'influence américaine et à diversifier leurs partenaires, même si le tournant conservateur des dernières années ne remet pas en cause sa présence.

L'image de la Chine dans la région est globalement positive, contrairement à l'Europe de l'Ouest et aux États-Unis. Ainsi, selon le Pew Research Center, 51 % des Brésiliens, 50 % des Mexicains et 47 % des Argentins ont une perception favorable de la Chine contre 26 % des Américains et 33 % des Français. Pékin cherche par ailleurs à isoler Taïpei sur la scène internationale en établissant des relations diplomatiques avec le Panama (2017), la République dominicaine et El Salvador (2018). Parmi les quinze pays ayant encore des relations officielles avec la République de Chine et non la République populaire de Chine, neuf sont dans la région.

Les inquiétudes se multiplient cependant sur l'influence croissante de la Chine. Premièrement, la Chine cherche à séduire et attirer les leaders d'opinions – notamment des politiciens, des universitaires ou encore des journalistes – à travers ce qui est parfois qualifié de « *sharp power* » dans le but de mieux promouvoir les intérêts chinois dans la région. Deuxièmement, la Chine a soulevé les critiques internationales par ses liens étroits avec le gouvernement de Nicolás Maduro, notamment à travers des prêts que la Chine tente difficilement de faire honorer par le Venezuela.

Troisièmement, de nombreuses coopérations scientifiques suscitent des interrogations, notamment la construction d'un centre d'observation de l'espace à Las Lajas, en Patagonie, qui pourrait être utilisé à des fins militaires pour collecter du renseignement. Quatrièmement, même si les ventes d'armes chinoises dans la région sont limitées à une centaine de millions de dollars par an, ses exportations vers le Venezuela, la Bolivie, l'Équateur ou le Pérou sont suivies avec attention.

Évidemment, les États-Unis sont les premiers à s'inquiéter de cette présence croissante dans la région. Lors de sa récente audition à la Chambre des représentants, le commandant de l'US Southern Command, l'amiral Faller, affirmait ainsi : « *Je regarde la région et je vois la Chine travailler sur de multiples accords portuaires, des infrastructures informatiques, des barrages, des mines, des exploitations forestières, de la pêche. (...) Ils essaient d'obtenir un avantage en se positionnant ici même, dans notre voisinage. C'est alarmant et inquiétant pour moi. Cela alimente le sentiment d'urgence avec lequel... je regarde cette compétition.* »

La reconquête des favelas de Rio de Janeiro

Tout au long des années 1980, les favelas de Rio de Janeiro étaient devenues un point-clé dans le transit et la revente de cocaïne. Le narcotrafic y avait si bien prospéré que c'étaient de fait ses chefs qui y faisaient régner l'ordre, nécessaire à la bonne marche de leur trafic, qui « protégeaient » les commerçants en échange d'une contribution financière, et tenaient les habitants par un mélange de menace et de distribution de petits services pour s'assurer leur bienveillance, ou au moins leur silence.

Cette situation était devenue inacceptable à mesure que les favelas représentaient une part croissante de la population de la ville : en neuf ans, entre 1991 et 2000, des dizaines d'entre elles y étaient apparues, au total leur part dans la population de la ville est passée d'un peu moins de 10 % en 1960 à 17 % en 2000. Les autorités de la ville et de l'État décidèrent donc d'en reprendre le contrôle par la force.

Les premiers objectifs furent les « complexes » (groupes de favelas) de l'*Alemão*, de la *Maré* et de la *Penha*, au total environ 400 000 habitants, soit environ 6 % de la population de la ville. Le gouverneur de Rio demanda alors l'aide du gouvernement fédéral sous forme de prêt de véhicules blindés, pour passer les barricades érigées sur les voies d'accès, et de 800 parachutistes pour boucler le périmètre.

La reconquête du *Complexo do Alemão* a débuté le 27 juin 2007. Un véritable assaut fut lancé, avec l'appui d'hélicoptères et de blindés des fusiliers marins. La police et les militaires y sont entrés sans affronter grande résistance, bien qu'au total au moins quarante personnes aient été tuées dans les affrontements. Car, pour les narcotrafiquants, tenter de résister aux forces conjuguées des bataillons de choc de la police militaire (BOPE), de la police fédérale et de l'armée aurait été un suicide, et il y aurait eu de nombreux morts, parmi eux et les militaires, mais aussi parmi les résidents pris dans les échanges de tirs.

Après cette opération spectaculaire – et conçue pour l'être – la reconquête s'est poursuivie en 2011 par la favela de *Rocinha*, la plus peuplée de Rio : selon les données du recensement de 2010, 68 530 habitants y vivaient alors sur 143,72 hectares, et l'augmentation de la population y a été de 23 % en dix ans.

La troisième opération, la reprise du *Complexo da Maré*, eut lieu un mois avant le début de la Coupe du monde, le 5 avril 2014. La zone était stratégique car elle englobe les trois plus grands axes qui relient la partie nord de Rio de Janeiro au reste de la ville, un point de passage obligatoire pour qui arrive à l'aéroport international Tom Jobim ou en part.

La Force de pacification avait promu des actions civiles et sociales pour démontrer la capacité des institutions militaires à promouvoir les services de base dans les régions où les agences civiles avaient échoué. Elles comprenaient des consultations médicales, des soins dentaires, des services de petites réparations et l'organisation de championnats de football.

Pour ce faire, les unités qui ont participé aux opérations avaient l'avantage d'avoir précédemment participé à la Mission des Nations unies pour la pacification en Haïti (Minustah) entre 2006 et 2007, dont la composante était dirigée par l'armée brésilienne. Elle avait notamment assuré le maintien de l'ordre dans la Cité-Soleil, le plus grand bidonville de Port-au-Prince,.

Après leur départ, pour consolider ces « reconquêtes », une politique de « pacification » a été mise en place pour reprendre le contrôle des territoires jusque-là dominés par les groupes criminels et améliorer les rapports entre la population et les policiers. Elle a pris la forme d'Unités de police de pacification (UPP). La carte de leurs implantations dénote une stratégie territoriale : les premières ont été créées aux abords du centre de la ville et dans sa zone sud, riche et touristique. La conquête du Complexo do Alemão a inauguré une nouvelle phase, la reconquête des grands ensembles de favelas de la zone nord, plus plane et plus pauvre, mais d'où l'on accède facilement au centre, et qui contrôle la route vers l'aéroport. Après cela il ne restait qu'à reprendre le contrôle de la Rocinha et de la zone sud-ouest, où la croissance rapide des favelas faisait de l'ombre aux nouveaux quartiers chics de la Barra da Tijuca.



Favela da Rocinha (Rio de Janeiro)

La zone nord-ouest, pauvre et lointaine, n'a pas été prise en compte et en mars 2020 ce sont les trafiquants de drogue qui ont imposé un couvre-feu aux favelas de Muzema, Rio das Pedras et Tijuquinha afin d'y enrayer la propagation du coronavirus.

Le Brésil et la biodiversité

Le cas du Cerrado

Le mot « *biodiversité* » – *bio* signifie “vie” en grec – renvoie à la *diversité* de la vie sur Terre. Complexe, cette diversité concerne, dans l’espace et dans le temps, les écosystèmes, les espèces et les gènes. La biodiversité n’est pas répartie de façon homogène à travers le monde. Certains pays, qualifiés de *mégadivers*, détiennent la majorité des espèces et, en conséquence, sont considérés comme les plus riches de la planète en matière de biodiversité. Au nombre de ceux-ci figurent, notamment, la Colombie, le Costa Rica, l’Australie, l’Afrique du Sud et, surtout, au premier rang, le Brésil.

Le nombre total d’espèces végétales et animales au Brésil s’élève à quatre millions environ, tandis que la superficie du pays, la variété de ses climats et la présence sur son territoire du plus grand bassin forestier de la Terre – l’Amazonie – lui confère le statut de première zone de biodiversité au monde.

Alors même que l’attention des spécialistes de l’environnement se focalise sur l’Amazonie, « emblème de la biodiversité », l’importance d’un espace moins médiatique, le Cerrado, mérite d’être soulignée : vaste savane tropicale abritant 5 % de la biodiversité mondiale, ce biome représente 22 % de la superficie totale du Brésil et compte plus de 160 000 espèces de plantes et d’animaux.

Depuis une vingtaine d’années, la protection de l’Amazonie a été au centre de la politique environnementale brésilienne : cherchant à protéger le bassin amazonien, les autorités politiques ont laissé des activités de production se déplacer dans le Cerrado qui, aujourd’hui, a été défriché de moitié.

La production de soja et de viande de bœuf a tout particulièrement contribué à la dégradation environnementale du Cerrado. En raison d’une demande croissante de pays importateurs situés en Asie, l’élevage extensif de bovins s’est fortement développé au cours des dernières années : en 2019, les pâturages représentaient presque 30 % de la superficie du Cerrado. Par ailleurs, en 2017, près de 40 % du soja brésilien provenaient de cette zone fortement condamnée. En septembre 2019, plus de 60 % des terres brûlées au Brésil se situaient dans le Cerrado, comparé à 17,5 % en Amazonie. À cet égard, il importe de souligner que, durant une courte période (août 2018 à mai 2019), 97 % de la déforestation, au sein du Cerrado, a été effectuée de façon illégale.

Ces événements sont le fruit de politiques gouvernementales ayant généré des contestations. Le défrichage illégal s’accompagne d’une impunité per-



Vue aérienne des cultures de soja dans le Cerrado, au Brésil. @WWF

mettant aux cultivateurs du Cerrado d'accroître leurs rendements agricoles. Depuis l'accès au pouvoir de Jair Bolsonaro (2019), les projets agricoles à grande échelle sont encouragés, ce qui a des conséquences – pour certains préjudiciables – sur la conservation de la biodiversité et la protection des populations autochtones. Pourtant,

selon les nouvelles autorités gouvernementales, protéger les autochtones porte atteinte à l'agro-industrie. Au Cerrado, les politiques environnementales antérieures à 2019, favorables à l'intensification agricole, imposaient déjà aux autochtones de restreindre leurs pratiques traditionnelles. Ces politiques se heurtaient à des détracteurs qui mettaient l'accent sur l'irrespect des particularités de l'écosystème et des traditions culturelles locales. Depuis 2019, les dénonciateurs de ces politiques condamnent la nouvelle politique gouvernementale qui, selon eux, accentue les effets néfastes apportés par l'action environnementale menée au Cerrado. De façon significative, Ricardo Salles, ministre de l'Environnement, démantelait, au mois de mai 2019, les organisations gouvernementales chargées de la préservation de l'environnement, telles que l'Institut Chico Mendes pour la conservation de la biodiversité (ICM-Bio), forçant la quasi-totalité du comité exécutif à démissionner.

Contestées sur le terrain environnemental, les politiques menées par le nouveau pouvoir brésilien le sont également au regard des droits de l'homme et de la démocratie. Qualifiées d'anti-développementalistes, ces politiques négligeraient un fait important : le Cerrado est un immense puits de carbone qui stabilise le climat régional. À cet égard, en fragilisant son écosystème, la pratique croissante du défrichage accroît les taux de pollution, atténue la production d'oxygène et porte atteinte à l'équilibre climatique ainsi qu'à l'épuration des eaux. Malgré ces oppositions véhémentes, les gouvernants brésiliens sont favorables au développement de l'activité économique dans le Cerrado. À ce sujet, il convient d'observer que la demande de soja se maintient à un niveau élevé : d'ici 2028, une hausse de 22 % est envisagée. Si cette hausse était avérée, la diminution des ressources naturelles du Cerrado causerait, selon certains, un désastre écologique régional qui, à long terme, pourrait emporter des effets planétaires.

Alice Teboul-Boquet

Contractuelle au Secrétariat de la Convention sur la Diversité Biologique - Programme Environnemental des Nations-Unies

* Le contenu de cet article n'exprime, en aucune façon, le point de vue et l'idéologie des Nations-Unies (ONU) ou du Secrétariat de la Convention sur la Diversité Biologique

L'aide humanitaire à Haïti, un échec ?

Après le séisme qui a fait trembler Haïti en janvier 2010, la communauté internationale s'est engagée dans la reconstruction de ce pays déjà fragilisé. Dix ans plus tard, la situation est encore plus désastreuse pour la population haïtienne, classée la plus pauvre d'Amérique latine. Malgré l'ampleur de l'aide humanitaire déployée, le pays n'est ni parvenu à se reconstruire, ni à recouvrer son autonomie.

D'une magnitude de 7 à 7,3, le tremblement de terre qui a touché « la perle des Antilles » le 12 janvier 2010 à 16h53 a fait environ 300 000 morts et autant de blessés. La secousse principale n'aura duré qu'une trentaine de secondes mais la capitale Port-au-Prince et les villes alentours sont détruites, touchant les trois millions et demi d'Haïtiens qui vivent dans cette région, soit 15% de la population. Le nombre d'habitants sans-abris à la suite du séisme s'élève à 1,2 millions. Après s'être entraïdés pour les premiers secours, un mouvement de solidarité international s'est déployé via des structures d'aide humanitaire, dont de nombreuses ONG. Le pays, déjà occupé depuis 2004 par la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH) est pris en charge par les puissances occidentales.

La mise en place d'une aide humanitaire d'urgence

En coopération avec les autorités haïtiennes, la communauté humanitaire internationale met en place un accès aux soins d'urgence ainsi qu'à des services de base pour la population, la plupart des infrastructures de santé ayant été détruites. En l'espace de six mois, une aide alimentaire d'urgence est versée à un million de personnes. Depuis la réforme des Nations unies de 2005, on parle de gouvernance mondiale de l'humanitaire. La gestion de crise est traitée selon l'approche des clusters, avec un maillage des territoires par zone. Ces espaces de coordination manquent néanmoins de capacités opérationnelles et interrogent sur leur capacité à transmettre l'information dans des configurations hétéroclites qui mêlent des membres venant parfois d'une centaine d'organisations différentes, majoritairement américaines. Au mois de mars 2010, à New-York, les pays membres des Nations unies adoptent un plan de reconstruction du pays : une enveloppe de 10 milliards de dollars – soit 7,2 milliards d'euros – lui est dédiée. Les programmes d'aide se multiplient et les ONG deviennent les principaux acteurs de la reconstruction du pays.

La « république des ONG »

Dix ans après, les ONG restent omniprésentes en Haïti, au point de parler du pays comme de la « république des ONG ». Néanmoins, malgré l'engagement de centaines d'organismes en nombre croissant (professionnels ou non), l'aide humanitaire est compliquée à mettre en place. En effet, depuis le séisme et l'installation des ONG, les Haïtiens doivent faire face à de « nouveaux » problèmes comme celui des programmes de relogement inadaptés (dans la capitale, les habitants sont essentiellement logés dans des bidonvilles), l'insécurité alimentaire, et des enjeux sanitaires (maladies à potentiel épidémique comme le choléra) qui en découlent. Le contexte socio-politique, difficile, est caractérisé de manière générale par une extrême pauvreté qui touche aujourd'hui 59 % de la population, des inégalités parmi les plus importantes au monde, et une baisse du respect des droits humains. Si le pourcentage de pauvreté a reculé, le niveau de vie moyen a globalement baissé. La population, majoritairement jeune et vulnérable, est confrontée à une violence grandissante sans véritable perspective d'avenir dans un pays encore en reconstruction (manifestations contre le pouvoir en place).

Dysfonctionnements de l'aide humanitaire

Les problèmes propres à la mise en place d'aides humanitaires semblent s'être posés de manière systématique, et à grande échelle : manque de coordination, concurrence entre organismes nationaux et locaux qui cherchent la médiatisation, méconnaissance de la complexité du contexte local et tensions engendrées avec le gouvernement à cause de l'exclusion des acteurs nationaux. Ces facteurs ont empêché une certaine cohérence dans la mise en œuvre des actions. L'autonomisation des populations et l'émancipation des structures locales n'ont pas été favorisées. Certains mouvements politiques haïtiens demandent d'ailleurs maintenant le retrait des puissances politiques occidentales afin de retrouver leur pouvoir décisionnel. La communauté humanitaire se trouve confrontée aux effets pervers de l'aide prolongée apportée à un pays fragilisé par des crises successives.

Selon les spécialistes, il aurait fallu adapter les standards opérationnels à la fragilité complexe du pays afin de l'aider à se développer de l'intérieur. Aujourd'hui, l'action des ONG sur place est en effet devenue indispensable à la survie des habitants. De plus, le nombre d'Haïtiens ayant besoin d'une aide humanitaire est passé de 2,1 en 2019 à 4,6 millions en 2020. Le « Plan de réponse humanitaire 2019-2020 », lancé cette année par l'ONU, cherche par conséquent à mobiliser de nouveaux acteurs pour faire face à cette crise humanitaire qui se prolonge.

La Guadeloupe, une économie insulaire tournée vers le tourisme

Île de l'archipel des Antilles, la Guadeloupe est aussi un département français d'outre-mer. En tant qu'économie insulaire éloignée géographiquement de la métropole, son marché du travail est réduit et le taux de chômage particulièrement élevé. Avec les catastrophes naturelles, les exportations agricoles, premier secteur de l'économie, ont été ralenties. Néanmoins, le tourisme y est actif, allant de pair avec l'aménagement du territoire.

Depuis 2015, la trajectoire économique de la Guadeloupe est meilleure avec une augmentation de l'emploi salarié, des investissements et des créations d'entreprise en hausse. Le tourisme est au beau fixe. Malgré une inflation un peu plus importante qu'en métropole (1,2 % en 2018), en premier lieu sur les produits frais et pétroliers, les ménages continuent de consommer.

Un secteur agricole en crise

L'agriculture représente le principal secteur économique en Guadeloupe, face à un tissu industriel réduit. L'île tire ses principaux revenus de l'exportation de produits telles la banane et la canne à sucre. Ces deux secteurs d'exportation sont aujourd'hui en crise, avec la concurrence nord-américaine et les catastrophes climatiques, comme l'ouragan *Maria* en 2017, qui « gèlent » régulièrement les cultures pour une durée moyenne de trois ans. Aujourd'hui, les exportations de bananes reprennent progressivement. Les importations sont néanmoins plus importantes que les exportations (+ 6%) et concernent en particulier les biens d'équipement et l'automobile.

Un taux de chômage élevé

La Guadeloupe est l'île des Antilles la plus touchée par le chômage, qui concerne 23 % de la population active selon le Bureau international du travail (BIT). Comme dans les autres régions d'outre-mer, le chômage est d'abord structurel, en lien avec l'économie insulaire de petite taille. Le marché du travail est relativement réduit et la Guadeloupe se situe à près de 7 000 km de la France métropolitaine.

Le chômage touche particulièrement les jeunes peu diplômés (1 jeune sur 2 est au chômage), les seniors et les femmes. Son taux est 2,5 fois plus élevé qu'en France métropolitaine. Les limites du système éducatif et le manque d'offres sur le marché du travail conduisent les jeunes Guadeloupéens, ma-

majoritairement des hommes, à quitter leur région natale pour aller faire des études ou travailler en métropole.

Par ailleurs, en Guadeloupe, 14 % des actifs sont sous-employés, ils doivent souvent se contenter d'un temps partiel alors qu'ils aspirent à un travail à temps plein. Cette précarité de l'emploi conduit les salariés à multiplier les activités rémunérées, parfois au profit d'emplois non déclarés.

Importance du salariat et du secteur tertiaire

En Guadeloupe, 81% des actifs sont des salariés (2018). Parmi les actifs, 22,7 % sont des fonctionnaires (pour 18,7 % en métropole). Il s'agit de la plus grande proportion aux Antilles. Les employés du secteur tertiaire sont nombreux avec l'importance des services aux administrés mais aussi l'accroissement du tourisme. Aujourd'hui, deux secteurs d'embauche sont particulièrement actifs : la restauration-hôtellerie (36 % sont employés au sud de la Grande-Terre), et la construction, avec en particulier l'extension de l'aéroport Pôle-Caraïbes.

Le tourisme s'est accru grâce à la mise en place par la France d'une politique fiscale avantageuse sur l'investissement outre-mer et à la déréglementation du trafic aérien. Depuis 2014 et l'augmentation du transport aérien, les vols *low-cost* ont augmenté de 50 %. Le transport maritime a aussi pris son essor avec la mise en œuvre à partir de 2017 du projet Karukera Bay pour la rénovation du port de Pointe-à-Pitre. Le record du nombre de touristes a été largement battu en 2018 avec 1,1 million de visiteurs, majoritairement issus du tourisme de séjour et du secteur des croisières. Le nombre de nuitées passées sur l'île a augmenté avec l'explosion de la fréquentation hôtelière comme des meublés touristiques. Ces touristes viennent principalement de France métropolitaine (59 %), mais aussi des autres pays européens et d'Amérique du Nord. Le tourisme est actif toute l'année, et plus particulièrement en hiver avec les vols à bas prix, même si la Guadeloupe connaît aujourd'hui la concurrence de pays comme Cuba ou la République dominicaine. Tous les quatre ans, l'événement sportif de la *Route du Rhum* conduit à un pic de fréquentation de la part des visiteurs.

En amélioration depuis 2018, l'économie guadeloupéenne demeure plus riche que chez ses voisins des Caraïbes avec un meilleur taux d'alphabétisation, davantage de prestations sociales et un système de santé plus solide. Ses efforts d'attractivité payent.

La bataille de Cajamarca

La bataille qui se tint le 16 novembre 1532, sur la grand-place de Cajamarca, est un des tournants de l'histoire du monde, car elle a amené la chute de l'empire inca.

Francisco Pizarro, un soldat espagnol brutal et illettré, rêvait de renouveler l'exploit d'Hernan Cortés qui avait soumis le royaume aztèque, au Mexique. Avec Diego de Almagro, Pizarro avait exploré la côte occidentale de l'Amérique du Sud, obtenu le soutien de l'empereur Charles Quint et débarqué à Tumbes, dans le nord du Pérou, à la tête de 183 aventuriers et de 37 chevaux.

Arrivant à Cajamarca, où se trouvait l'empereur inca Atahualpa, Pizarro avait invité ce dernier à une rencontre en feignant de lui proposer son aide dans la lutte qui l'opposait à son frère Huascar. Après s'être placés tout autour de la place centrale, les Espagnols attendirent pendant seize heures que l'Inca daigne venir. Dans sa litière d'or, portée par ses plus nobles princes, le « Fils du Soleil » arriva escorté par 30 000 hommes et femmes de sa cour et de son armée. Envoyé par Pizarro, le prêtre Vicente Valverde s'approcha et lui offrit un exemplaire de la Bible. Ne trouvant aucun sens à ce cadeau car ne connaissant pas l'écriture, Atahualpa se saisit du livre et le jeta à terre.

Pour les Espagnols ce sacrilège était le prétexte qu'ils attendaient pour capturer le prince, et Pizarro donna alors le signal de l'attaque. En quelques minutes tous les officiers présents sur la place centrale furent tués. Ayant attaché des grelots aux jambes de leurs chevaux et tirant dans tous les sens avec leurs arquebuses, les Espagnols créèrent une véritable panique. Jusqu'à la nuit tombée, ils pourchassèrent les Indiens dans toute la vallée, laissant derrière eux des milliers de cadavres, dont une grande partie de la noblesse et de l'élite inca.

Voyant que les Espagnols portaient un intérêt particulier aux métaux précieux, le prince proposa pour sa libération une fabuleuse rançon en or et en argent. Sur son ordre, les sujets en apportèrent 12 tonnes de tout l'empire. Après versement de la rançon, les Espagnols, prenant conscience de la puissance du prince, commencèrent à penser que cet homme, avec tant de prestige et d'autorité sur son peuple, finirait tôt ou tard par reprendre le dessus. Il fut exécuté dans sa cellule le 29 août 1533. Sa mort scella la fin de l'empire inca qui avait dominé les Andes pendant quelques décennies et développé une civilisation originale, fondée sur l'adoration du soleil et la culture de la pomme de terre⁽¹⁾.



Cette bataille est considérée par le géographe Jared Diamond⁽²⁾ comme emblématique des inégalités techniques entre Européens et Amérindiens. C'est grâce à elles qu'une poignée d'Espagnols ont vaincu une armée de plusieurs milliers d'hommes en ne subis-

sant presque aucune perte. Les causes immédiates de ce désastre seraient :

- les armes et armures en acier des Espagnols, rendant inutiles les cuirasses, les gourdins et les frondes des Incas ;
- l'utilisation de la cavalerie par les Espagnols, alors que les Incas ne connaissaient pas encore le cheval comme monture ;
- une guerre civile dans l'empire due à la mort par maladie du précédent empereur et de son héritier, peut-être à cause de la variole ou de la rougeole, une maladie fulgurante originaire d'Europe qui a anéanti des peuples entiers dans toute l'Amérique ;
- l'erreur des Incas, qui pensaient que les Espagnols n'oseraient pas attaquer sans l'avantage du nombre.

Réfléchissant sur ces événements, Laurent Binet, dans son roman *Civilizations* (Grasset, 2019) a imaginé une uchronie (équivalent historique d'une utopie) où les choses se seraient passées différemment, si les Incas avaient gagné. Il aurait en effet suffi de peu de chose (le cheval, le fer, les anticorps) pour qu'au moins ils prennent le dessus sur les Espagnols, à défaut d'envahir l'Europe comme ils le font dans le roman.

Pour cela, Laurent Binet remonte en l'an mille et imagine que les expéditions vikings ne se sont pas arrêtées aux côtes canadiennes, mais se sont poursuivies jusqu'au Pérou, permettant aux peuples de ces pays de se forger des armes et des outils en fer, et de disposer de chevaux, et surtout de développer progressivement une résistance aux maladies du Vieux Monde. Aussi, lorsque Christophe Colomb débarque, est-il accueilli par des volées de flèches à pointes de fer et de redoutables cavaliers. Dans cette vision autre, le cours de l'histoire aurait été tout différent, rien de décisif ne se serait produit le 16 novembre 1532, sur la grand-place de Cajamarca.

1. « La pomme de terre, héritage andin », *Carnets du temps* n° 134, 2019, p. 60-61.

2. Auteur notamment de *De l'inégalité parmi les sociétés* (Gallimard, 1997) et de *Effondrement : Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie* (Gallimard, 2006).

L'opération Condor

Longtemps considérée comme une légende, l'opération *Condor* a été dévoilée au grand jour par les historiens au début des années 1990. Dans les années 1970, en pleine Guerre froide, les dirigeants de six pays sud-américains s'entendent avec la CIA pour faire disparaître leurs opposants. Depuis plus de trente ans, les archives permettent, progressivement, de reconstituer les contours d'un plan destiné à empêcher les nations de basculer dans le camp communiste.

Au cours des Trente Glorieuses, l'Amérique latine devient le théâtre d'affrontement entre les deux blocs. La crise cubaine de la fin des années 1950 provoque une onde de choc qui affecte tout le cône sud-américain. Des échanges militaires ont lieu par le biais des académies d'officiers qui multiplient les formations contre la « subversion communiste ». L'idée est de retrouver les militants marxistes et d'éviter que se structure une organisation clandestine révolutionnaire. La prise du pouvoir par Pinochet au Chili accélère ce type de coopération et, à Caracas, à l'automne 1973, il est décidé de mettre en commun des stratégies « contre-révolutionnaires ». Dès le 11 septembre 1973, le Chili laisse des agents brésiliens du général Borges Fortes procéder à des interrogatoires musclés de leurs propres ressortissants dans le tristement célèbre stade de Santiago.

En février 1974, à Buenos Aires, plusieurs forces de police et agences de renseignement d'Uruguay, de Bolivie, du Chili, du Paraguay et d'Argentine s'accordent pour lancer des opérations ciblées sur des opposants. En septembre de la même année, Carlos Prats, ancien ministre d'Allende, et son épouse sont exécutés par les services secrets chiliens de la Dina en Argentine. En mai 1975, l'Argentin Amílcar Santucho et le Chilien Fuentes Alarcón sont torturés à Asunción par des policiers respectivement argentin et chilien.

Ce qui n'était alors qu'une série d'opérations plus ou moins coordonnées entre les différents États prend une tournure beaucoup plus systématique au cours de l'hiver 1975. Outre les arrestations et les exécutions, les chefs de la « contre-insurrection » décident de mener des opérations plus élaborées et dans des domaines qui touchent autant à l'information qu'à la déstabilisation institutionnelle. Washington leur fournit par ailleurs une aide financière et technique par le biais d'innovations telles que le telex. Le continent sud-américain n'est plus le seul théâtre de leurs agissements. Désormais, avec des

systèmes clandestins élaborés, ils agissent partout dans le monde et notamment en Europe et aux États-Unis. En France ou en Espagne, les militants sont étroitement surveillés quand ils ne sont pas tenus au secret dans des lieux de détention clandestins. En Italie, le Chilien Leighton échappe de justesse à un attentat commis par les réseaux secrets de la Dima mais l'affaire la plus retentissante touche les États-Unis lorsqu'en septembre 1976 Orlando Letelier, ancien ministre chilien, est abattu à Washington.

Au printemps 1976, l'Argentine devient le théâtre d'élection de l'organisation anticomuniste. Les militaires ayant en effet pris le pouvoir, Buenos Aires devient le centre des décisions de l'opération *Condor*. Plusieurs assassinats sont commis en Argentine, touchant des exilés chiliens, uruguayens et même l'ancien président bolivien, Juan José Torres. Le mystère reste en revanche entier autour de la disparition de l'ancien chef d'État du Brésil, João Goulart, alors réfugié à Buenos Aires. Des dizaines de militants syndicalistes et politiques sont incarcérés dans la prison secrète des usines Orletti de la capitale argentine.

Le continent sud-américain est désormais sous la surveillance totale de *Condor* qui traque des exilés ne trouvant plus aucun refuge dans cette partie du monde. Des opérations clandestines sont menées jusqu'au Mexique, voire en Floride. En 1978, le Pérou et l'Équateur se joignent à l'opération. Dans les années 1980, le plan décline. La chute du bloc communiste consacre son délitement. À ce jour, les archives établissent avec certitude l'identité de 500 victimes du plan *Condor* mais le bilan est encore en discussion et le nombre des disparus probablement sous-estimé. Les historiens poursuivent leur enquête en dépouillant les « archives de la terreur » découvertes à Asunción en 1992. Une quinzaine d'anciens dignitaires militaires viennent d'être récemment condamnés alors que les lois d'amnistie sont remises en cause. De nombreux États pratiquent avec parcimonie les extraditions et ne collaborent que mollement aux procès dénonçant à mi-mot une forme d'ingérence. Les règlements de compte sont encore légion : l'un des responsables de la Dina, Clavel, fut assassiné après sa libération de prison en 2007. L'Italie a également poursuivi des dirigeants impliqués dans des crimes commis sur son sol.

La justice a encore un long chemin à parcourir pour mettre en lumière les ressorts de la coopération policière de *Condor* pour apaiser les souffrances des familles des victimes.

L'Alaska : une position stratégique pour la défense de l'Amérique du Nord

Connu pour ses grands espaces, emblématique de la *wilderness* à l'américaine illustrée notamment au cinéma par *Insomnia* de Christopher Nolan (2002) ou *Into the Wild* de Sean Penn (2007), l'Alaska est le plus grand État des États-Unis. Sa position stratégique, qui fera dire au général américain Billy Mitchell que l'Alaska était « *l'endroit du monde le plus central en matière d'aviation* » et que « *dans le futur, celui qui tiendra l'Alaska tiendra le monde* »⁽¹⁾ lors d'un témoignage devant le Congrès en 1935, en fait en effet un pivot central dans le dispositif de défense du continent nord-américain.

On attribue la découverte de l'Alaska au capitaine Vitus Béring en 1741, dans le cadre des grandes expéditions nordiques lancées par la Russie. C'est lui, d'ailleurs, qui donnera son nom au fameux détroit de Béring. En réalité, des populations autochtones venues de Sibérie orientale – *via* ce fameux détroit – connaissaient la région depuis plusieurs milliers d'années selon les paléoclimatologues qui estiment que des populations *Sivullirmiut*, dont les Inuits descendent, y vivaient il y a environ 5 000 ans. Mais sa « découverte » par le capitaine russe rend la région visible au monde occidental, et celle-ci fait rapidement l'objet de convoitises, grâce au florissant commerce de fourrures. Initialement, l'Alaska est donc un territoire russe. Mais la guerre commerciale avec la Grande-Bretagne est un gouffre financier pour la Russie et, en 1867, le tsar accepte finalement de vendre le territoire aux États-Unis – pour éviter qu'il ne tombe aux mains des Britanniques. Désormais, l'Alaska appartient aux États-Unis dont il ne devient le quarante-neuvième État qu'en 1959.

C'est avec la seconde guerre mondiale que l'Arctique prend une importance géostratégique. Historiquement, on considère trois grandes phases dans la conceptualisation de l'Arctique en tant qu'espace militarisé : on parle ainsi de « *vide militaire* » avant la seconde guerre mondiale, de « *flanc militaire* » pour la période 1950-1970, puis véritablement de « *front* » jusqu'à la fin des années 1980⁽²⁾. En Alaska, cela se traduit concrètement par un relatif désintérêt pour la région jusqu'à la Guerre froide. Seul certains stratégestes y voyaient un espace pivot. Pour le grand public et pour certains décideurs, il s'agissait d'un espace périphérique de faible intensité stratégique et d'ailleurs, le rachat à la Russie n'était pas du tout plébiscité.

Ce sont les stratégestes de l'armée de l'air qui s'intéressent les premiers à la région, en conceptualisant l'Arctique comme un corridor stratégique où l'Alaska joue un rôle de pivot pour les États-Unis. Pendant la seconde guerre mondiale, les États-Unis bâtissent un réseau stratégique d'infrastructures autour de l'Alaska : la *Northwest Staging Route* notamment (un réseau d'aéroports étiré d'Edmonton jusqu'à l'Alaska), l'Autoroute de l'Alaska qui relie l'État aux États-Unis. en passant par le Canada... Et dès 1945 le général Henry H. Arnold, général de l'armée de l'air à la retraite, déclare que l'Arctique deviendra un épiscentre stratégique. La défense aérienne devient rapidement une priorité dans les années 1950 et à ces infrastructures s'ajoute la fameuse ligne de défense anti-aérienne DEW (*Distant Early Warning*), avec 7 sites en Alaska et le reste au Canada. En 1958, plusieurs stations sont ajoutées pour couvrir aussi les îles Aléoutiennes.

L'arrivée d'ICBMs change le positionnement stratégique de l'Alaska, qui s'établit progressivement comme un théâtre d'opérations sous-marines. Le déploiement de l'*USS Nautilus* vers le pôle Nord en 1958 incarne ce tournant stratégique. À partir du début des années 1980, avec notamment le lancement par les Soviétique d'un sous-marin nucléaire lanceur d'engins de classe *Typhoon*, spécifiquement conçu pour des opérations sous la glace, coïncidant avec le développement de missiles de croisière à longue portée, la question sous-marine devient centrale. Le discours de Murmansk, prononcé par Mikhaïl Gorbatchev en 1987, et appelant à conserver l'Arctique comme une zone de paix, vient apaiser les tensions et entame un lent processus de démilitarisation de la région. Pour les populations autochtones d'Alaska, ces dispositifs de défense et ces infrastructures ont cependant durablement marqué leur territoire.

1. Citation librement traduite de l'anglais, extraite de Kikkert, P. and P. W. Lackenbauer (2020). *The Militarization of the Arctic to 1990*. In *The Palgrave Handbook of Arctic Policy and Politics*. K. S. Coates and C. Holroyd (Ed.), Cham, Springer International Publishing, p. 492.
2. Østreng, Willy (1992). *Political-Military Relations among the Ice States: The Conceptual Basis of State Behaviour*. In *Arctic Alternatives: Civility or Militarism in the Circumpolar North*, ed. Franklyn Griffiths, 26–45. Toronto: Science for Peace/Samuel Stevens Canadian Papers in Peace Studies.

L'accélération du dégel du pergélisol en Alaska, une menace pour les infrastructures militaires

Sol composé de terre, de sédiments ou de roche, dont la température demeure inférieure ou égale à 0 °C pendant au moins deux années consécutives, le pergélisol fait partie intégrante de la géologie des régions arctiques. Trois couches thermiques le composent : la couche active, en surface, gèle et dégèle en fonction des saisons ; le pergélisol « *stricto sensu* », situé entre 3 à 15 m de profondeur, est lui aussi soumis aux fluctuations saisonnières mais reste théoriquement sous le point de congélation ; et enfin, la base du pergélisol, qui n'est pas soumise aux fluctuations saisonnières. Avec les changements climatiques, la couche active du pergélisol dégèle sur une période temporelle plus longue et sur une profondeur plus importante.

En 2017, plus de 60 % des communautés (dont 46 % sont côtières) et 70 % des infrastructures arctiques étaient construites sur du pergélisol⁽¹⁾. L'accélération de son dégel représente donc une menace pour l'ensemble des États arctiques (*i.e.* Fédération de Russie, Norvège, Finlande, Suède, Danemark (*via* le Groenland), Islande, Canada et États-Unis (*via* l'Alaska)). En Alaska, en comparaison d'autres États comme la Fédération de Russie, seule une minorité de la population vit sur des zones de pergélisol. Toutefois, comme le montre la carte p. 29, les zones de pergélisols intérieurs et côtiers recouvrent une majorité du territoire de l'État de l'Alaska.

Cela explique pourquoi, dans sa Stratégie arctique du 7 juin 2019, le Département de la Défense américain identifie ce dégel comme une menace pour la Défense américaine en Alaska. En effet, si les tensions avec la Russie et la Chine sont très présentes dans la rhétorique de cette Stratégie, le Département de la Défense souligne à plusieurs reprises le rôle joué par les effets du changement climatique sur ses opérations dans la région. Il précise que le manque actuel de compréhension de ces effets représente un réel désavantage en termes de planification. Plus particulièrement, le Département de la Défense souligne les risques représentés par l'accélération du dégel du pergélisol et l'érosion côtière pour ses infrastructures existantes et pour le développement de nouvelles infrastructures.



DR

des garde-côtes – le Commandement du soutien intégré de Kodiak, l'Unité de sécurité maritime de Valdez et la base de Juneau.

D'après les données de la carte ci-après, quatre à six de ces neuf bases sont implantées dans des zones de pergélisol. Les bases de Clear et Eielson et les forts Wainwright et Greely sont implantés dans des zones de pergélisol intérieur. Situés à Anchorage, la base Elmendorf et le fort Richardson sont à la frontière entre une zone de pergélisol côtier et une zone hors pergélisol. Les bases des garde-côtes sont, elles, implantées au sud des zones de pergélisol (Kodiak, Valdez et Juneau). Par ailleurs, les trois bases les plus importantes – comptant une moyenne de 6 000 militaires – sont situées sur des zones de pergélisol intérieur (fort Wainwright) ou à la frontière d'une zone de pergélisol côtier (Elmendorf et fort Richardson).

Face à ces nouveaux risques, la Stratégie arctique de 2019 a souligné la volonté du Département de la Défense de « *prendre des mesures* » pour assurer la pérennité de ses infrastructures, notamment par le financement de recherches sur les effets du pergélisol. En effet, « *il est essentiel de prévoir où le dégel du pergélisol se produira pour maintenir les opérations d'entraînement dans l'Arctique et évaluer les défis imminents de la gestion de l'environnement* ». Toutefois, pour de nombreux analystes, cette Stratégie comporte beaucoup de rhétorique mais finalement peu d'engagements d'investissements concrets. L'accélération du dégel du pergélisol étant critique pour l'implantation militaire américaine dans la zone, il est primordial de suivre l'évolution de ces annonces afin de voir si elles seront suivies de réels investissements.

1. Voir Jungsberg, L., Turunen, E., Heleniak, T., Wang, S., Ramage, J., & Roto, J. (2019). Atlas of population, society and economy in the Arctic (Nordregio Working Paper). Stockholm: Nordregio.

Bases militaires américaines en Alaska



Armée de l'air (AF)

- AF Base Elmendorf (Anchorage)
- AF Station Clear (Anderson)
- AF Base Eielson (Eielson)

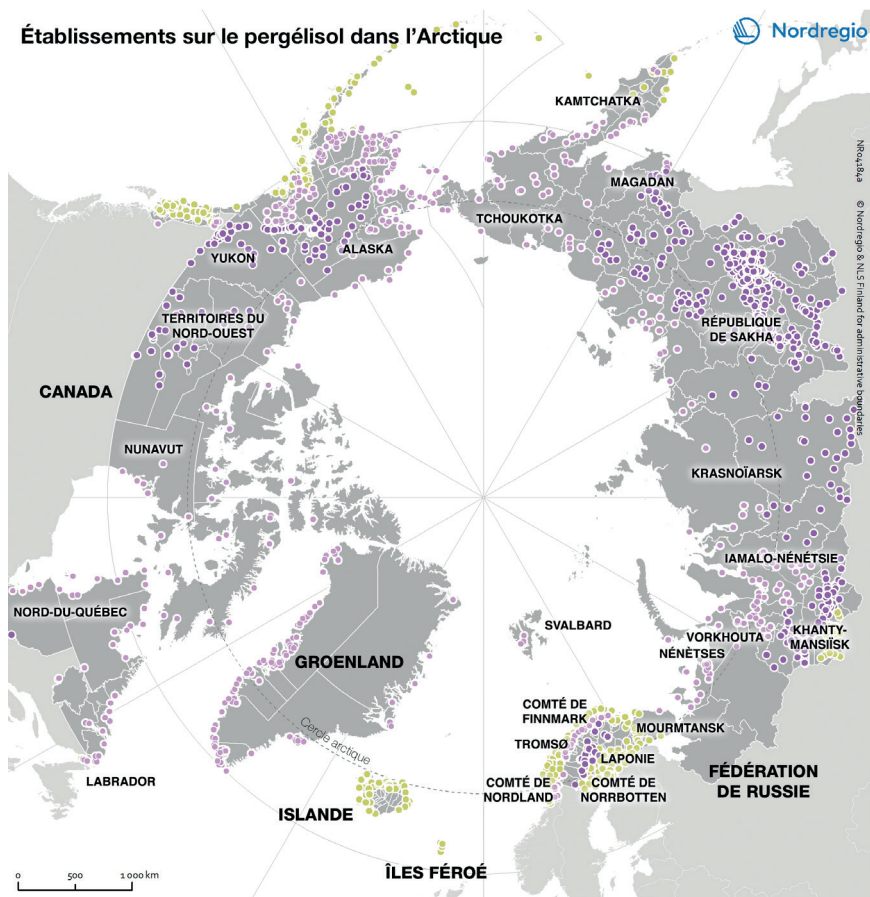
Armée de terre (US Army)

- AF Fort Richardson (Anchorage)
- AF Fort Wainwright (Fairbanks)
- AF Fort Greely (Delta Junction)

Garde-côtes (USCG)

- USCG ISC Kodiak
- USCG MSU Valdez
- USCG base Juneau

Communautés et zones de pergélisol dans l'Arctique



Type d'implantation dans les sous-régions arctiques

- Implantations côtières de pergélisol
- Implantations de pergélisol à l'intérieur des terres
- Implantations hors de l'étendue du pergélisol

Définition des implantations côtières et du permafrost :

Les implantations de permafrost sont définies comme présentes dans la limite de la région du pergélisol. Le permafrost est un sol dont la température est de 0°C au moins pendant deux années consécutives. Ses implantations peuvent être constatées en terrain continu, discontinu, isolé ou dispersé. Les implantations côtières sont définies par leur dépendance à la mer. Dans cette étude, les implantations côtières sont classifiées comme adjacentes à la côte ou bien comme au contact du littoral avec la sous-région arctique.

Régions concernées

États-Unis - Alaska - Yukon, Territoires du Nord-Ouest, Labrador, Québec du Nord ; GL ; IS ; PO ; NO - Nordland, Troms, Finnmark, Svalbard ; SE-Norbotten ; FI - Lappi, RU-Murmansk, Vorkuta, Nenets, Khanty-Mansi, Yamalo-Nenets, Krasnoyarsk, Sakha, Kamchatka, Magadan, Chukotka. Sources : estimations qui reposent sur les données de l'Institut de statistiques national de l'Alaska, de son département du travail et de son département du personnel.

Étendue du pergélisol : Brown, J., O Ferrians, J. A. Heginbottom, and E. Melnikov. 2002 : Circum-Arctic Map of permafrost and Ground-Ice Conditions Version 2. Boulder, Colorado USA. NSIDC : National Snow and Ice Data Center (2019.01.04)

Source : Jungsberg, L., Turunen, E., Heleniak, T., Wang, S., Ramage, J., & Roto, J. (2019). Atlas of population, society and economy in the Arctic (Nordregio Working Paper). Stockholm: Nordregio.

Le budget militaire américain

En termes quantitatifs, le budget militaire américain évolue selon un processus cyclique soumis aux contingences et aux rapports de force intérieurs et internationaux : depuis la fin de la Guerre froide se sont succédé un déclin marqué entre 1986 et la fin de la décennie 1990 ; une forte hausse entre les attentats de septembre 2001 et la crise financière de 2008 ; une contraction au début de l'ère Obama ; et une nouvelle envolée après 2015 renforcée à la suite de l'élection de Trump. La même évolution cyclique caractérise la part consacrée à l'effort de défense dans le PIB américain, dans le cadre d'une décline globale depuis la guerre de Corée (de 12 % du PIB à environ 3 % aujourd'hui).

En dépit de ces fluctuations, les activités de défense américaines se sont maintenues à des sommets sans équivalent en temps de paix. En 2019, avec environ 693 milliards de dollars pour le Department of Defense (DoD), elles représentent environ deux tiers des dépenses militaires mondiales, trois fois celles de la Chine, huit fois celles de la Russie.

Comment se répartit cette débauche de moyens entre les différentes armées et fonctions ? L'armée de terre obtient un quart du budget total, la marine et les forces aériennes un peu moins de 30 % chacune, le reste étant commun. Le budget global, comme celui de chaque armée, se décompose par ailleurs en trois entités : 1) le budget des interventions extérieures (*Overseas Contingency Operations* ou OCO) ; 2) le budget dit « de base », lui-même réparti entre quatre postes : Opérations et Maintenance (O&M) ; Personnel militaire ; Acquisitions (*Procurement*) ; Recherche et développement, Tests et Évaluation (*RDT&E*) ; 3) le budget des urgences. Les OCO représentent à peu près 10 % du total, le budget de base 89 % et les urgences le 1% restant.

Au sein du budget de base, le poste le plus important et qui a connu la plus forte croissance depuis vingt ans (+250 %) est celui des O&M, dont l'explosion est imputable à deux facteurs principaux : 1) les engagements extérieurs ; 2) l'envol du coût du programme de santé. Le poste « Personnel militaire » a également explosé, malgré des effectifs militaires relativement constants, sous l'effet du recours massif à des sous-traitants et à du personnel civil, et de la hausse brutale des salaires et des soldes dans un contexte de difficultés de recrutement.

Le caractère quasi incompressible de ces deux premiers postes, qui représentent ensemble près des deux tiers du budget de base, est un argument-clé des Faucons, qui craignent de voir les autres postes se transformer en variables d'ajustement. Dénonçant l'usure des armements, les retards de modernisation et les lacunes capacitaires après des années d'engagements au Proche-Orient et de sous-investissement résultant de la focalisation sur les conflits de basse intensité, ils s'inquiètent de l'érosion de la disponibilité opérationnelle des forces, dont dépend la puissance militaire du pays.

Malgré leur importance, les besoins d'entretien et de renouvellement leur paraissent cependant moins cruciaux que la mise en conformité des capacités avec les nouveaux objectifs stratégiques. Après l'accent sur la lutte contre le terrorisme et les conflits irréguliers et/ou régionaux, un consensus s'est en effet établi depuis 2015 pour une réorientation vers la « compétition stratégique à long terme avec les puissances majeures ». Amorcée à la fin de la présidence Obama et amplifiée depuis lors, la Nouvelle Stratégie de Défense (*NDS*) donne désormais la priorité à la préparation d'un conflit de haute intensité avec la Russie ou la Chine. Le changement de cap impose de moderniser l'ensemble des forces conventionnelles et nucléaires et de développer les activités de RDT&E et des capacités nouvelles décisives pour l'avenir (espace, cyber, systèmes autonomes, armes hypersoniques, intelligence artificielle, etc.), l'objectif restant de maintenir une avance et une supériorité américaines écrasantes en matière de techniques et de capacités militaires dans tous les domaines opérationnels.

Ces choix ne font pas l'unanimité, même si les clivages qui opposent les deux grandes formations politiques divisent aussi chacune d'elles. Aux critiques de forme portant sur l'opacité du processus d'élaboration budgétaire, le flou des chiffres, les manœuvres et manipulations comptables (comme l'utilisation du compte OCO pour des dépenses de fonctionnement ordinaire, ou de crédits militaires pour la construction du « mur » à la frontière du Mexique) s'ajoutent les accusations de contournement du contrôle parlementaire (qui fixe des plafonds légaux aux dépenses militaires), et les désaccords de fond sur l'adéquation entre dépenses et enjeux de sécurité et sur l'équilibre à respecter entre dépenses militaires et civiles. Les élections de 2020, dans un contexte inédit de crise sanitaire et économique majeure, pourraient bien rebattre les cartes, si l'opinion, refusant de continuer à sacrifier les programmes sociaux à la défense, exige de nouveaux arbitrages.

Les projets de colonisation français au Brésil

Aux ^{xvi}e et ^{xvii}e siècle ont eu lieu deux tentatives de colonisation française au Brésil : la « France antarctique » fondée par Nicolas Durand de Villegaignon en 1555 dans la baie de Rio, qui disparut sous les coups des Portugais dès 1560, et la « France équinoxiale », fondée en 1612, dans le Maranhão par Daniel de la Touche, seigneur de la Ravardière, qui connut le même sort.

Le traité de Tordesillas avait partagé, le 7 juin 1494, entre la Castille et le Portugal le Nouveau Monde découvert deux ans auparavant par Christophe. L'accord définissait comme ligne de partage un méridien passant à 370 lieues à l'ouest des îles du Cap-Vert, plaçant le futur Brésil, découvert peu de temps après par le Portugais Pedro Alvares Cabral, sous souveraineté portugaise.

Les autres puissances maritimes européennes se voyaient ainsi refuser tout droit sur ces nouvelles terres : François I^{er} s'en irrita et il déclara : « *Le soleil luit pour moi comme pour les autres. Je voudrais bien voir la clause du testament d'Adam qui m'exclut du partage du monde.* » Il obtint plus tard du pape Clément VII une interprétation assouplie de la bulle : le traité ne concernait que « *les terres connues et non les terres ultérieurement découvertes par les autres Couronnes* ». Et comme, pour le roi, seuls « *les lieux habités et défendus* » pouvaient être réclamés légitimement, il pouvait appuyer des expéditions en Amérique du Nord et même au Brésil.

En effet, faute d'une présence permanente, les Portugais ne parvenaient pas à empêcher des marins (pour la plupart) bretons et normands d'aborder sur ces rivages, de conclure des alliances, de commercer avec les Indiens : Anglais, Hollandais, Français surtout – des Dieppois en particulier – avaient ainsi suivi de près les Portugais et menaçaient une conquête aux bases fragiles.



À partir du 10 janvier 1555, une expédition française, forte de 600 colons huguenots et dirigée par Nicolas Durand de Villegaignon, seigneur de Torcy et vice-amiral de Bretagne, s'établit dans la baie de Guanabara, au bord de laquelle naîtrait plus tard la ville de Rio de Janeiro, pour y créer une colonie nommée « France antarctique ». Au début, ils tentèrent de s'établir sur l'île Ratier, puis sur l'île Serigipe (aujourd'hui l'île de Villegaignon), où ils s'implantèrent définitivement après la construction du Fort Coligny.



33

Toussaint Louverture et l'indépendance d'Haïti

La figure de Toussaint Louverture est étroitement liée à l'histoire de l'ancienne possession française de Saint-Domingue.

Au dix-huitième siècle, Saint-Domingue est une colonie particulièrement prospère, ce qui lui vaut son surnom de « perle des Antilles ». Cette aisance repose essentiellement sur la culture de la canne à sucre, grâce à 500 000 esclaves transportés depuis l'Afrique et exploités sans ménagement dans d'immenses plantations.

C'est là que Toussaint Louverture est né esclave, au début des années 1740. Bénéficiant d'un statut relativement privilégié, grâce à l'intérêt que lui porte le responsable de la plantation où il sert, au nord de l'île. S'occupant principalement des écuries, il est affranchi vers l'âge de trente ans et prend le nom de Toussaint Bréda, en référence à la propriété.

Bientôt, il devient lui-même planteur, propriétaire d'une dizaine d'esclaves (dont son futur successeur, Jean-Jacques Dessalines) et acquiert une instruction certaine.

Dans la nuit du 22 au 23 août 1791, profitant des événements révolutionnaires qui se déroulent en métropole, les esclaves de Saint-Domingue se soulèvent. C'est le début d'une période de troubles incessants qui aboutira, pour la France, à la perte de sa principale colonie.

Le rôle de Toussaint dans cette insurrection n'est pas clairement établi car, étant lui-même propriétaire d'esclaves, il se trouve alors dans une situation ambiguë. Jouant probablement double jeu, il protège son ancien maître, tout en se rapprochant des révoltés. Ce qui est certain, c'est qu'à la faveur de cette rébellion il prend rapidement de l'importance, organisant une troupe armée, disciplinée et bien entraînée. Elle comprend plusieurs milliers d'anciens captifs.

L'entrée en guerre de la France révolutionnaire contre la plupart des puissances européennes, dont l'Espagne, permet à Toussaint de profiter de la situation. Au printemps 1793, il est accueilli, avec sa troupe, dans la partie espagnole et orientale de l'île de Saint-Domingue et prend parti pour les royalistes. Remarqué pour ses qualités d'organisation et de commandement, il est nommé général. C'est alors qu'il prend le nom de Louverture.



DR

Mais plutôt que de combattre la France, Toussaint, après que l'abolition de l'esclavage a été prononcée, se rallie au camp républicain, regagne la partie française et se retourne contre ses anciens alliés. Les Espagnols ayant capitulé, Toussaint Louverture est officiellement nommé général de brigade en 1795, puis, l'année suivante, grâce à ses bonnes relations avec le gouverneur Lavaux, qui administre l'île, il devient son second.

Le gouverneur ayant été élu député à son instigation, de même que le commissaire Sonthonax, Toussaint se retrouve bientôt, de fait, seul maître de l'île. Et il y organise un régime personnel.

Remportant une victoire éclatante sur les Britanniques, qui occupent encore la partie occidentale de l'île, puis négociant avec eux un habile traité, il est confronté à la rivalité du général Rigaud, un métis affranchi, qui contrôle le sud du territoire et qu'il réussit à vaincre, après un âpre conflit.

Nommé capitaine général par Bonaparte, Toussaint prend possession de l'ancienne partie espagnole de l'île, promulgue une constitution déclarant l'autonomie et se déclare gouverneur à vie.

En réponse, profitant du processus de paix engagé avec l'Angleterre, Bonaparte prend le parti de rétablir l'esclavage et de reprendre le contrôle de l'île, grâce à une importante expédition navale qui, portant 20 000 hommes aguerris, débarque à Saint-Domingue à la fin de l'hiver 1802.

Toussaint Louverture, disposant d'une force armée équivalente, opte pour l'affrontement, mais, en dépit d'une vive résistance, il doit rapidement reculer et adopter une tactique de guérilla.

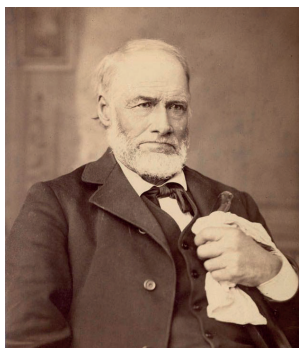
Contraint de capituler le 6 mai 1802, dans des conditions qui lui permettent de conserver une garde personnelle armée, il est assigné à résidence sur l'une de ses propriétés.

Finalement arrêté par surprise le 7 juin 1802, Toussaint est embarqué pour la France, et mis au secret au fort de Joux.

Après une dure captivité de quelques mois, il est retrouvé mort au matin du 7 avril 1803.

Mais la tentative de rétablissement de l'esclavage par la force, occasionnant de sanglants excès, est un échec pour Bonaparte. Face à la coalition des anciens esclaves, les troupes françaises, vaincues à Vertières le 19 novembre 1803, doivent capituler et rembarquer. Haïti déclare son indépendance le 1^{er} janvier 1804.

Les ruées vers l'or américain



DR

Tout commence le 24 janvier 1848 en Californie, à Coloma, près de San Francisco, lorsque James Marshall découvre des pépites d'or alors en travaillant à la réparation d'un moulin à eau sur l'American River. La nouvelle se répand bientôt : la « fièvre de l'or » gagne la planète et la découverte des mines d'or californiennes entraîne d'autres « ruées vers l'or » : au Colorado en 1858 puis 1890, au Nevada en 1859, dans l'Idaho en 1861-1864, au Montana en 1863, en Alaska en 1898, et au Klondike, en 1896⁽¹⁾.

« Go West », l'or californien

La Californie enregistre alors un afflux sans précédent d'immigrants américains, anglais, polonais, allemands, autrichiens, français, mexicains, chinois, etc., dont le mot d'ordre est « Go West ! ». Plus de 4 millions de ces immigrants sont européens — les fameux « Forty Niners » ou « quarante-neuvards ». Au prix d'épreuves incroyables, certains traversent tout le continent nord-américain dans les célèbres chariots à bêche popularisés par les westerns, d'autres arrivent par navire après avoir doublé le cap Horn et débarquent à San Francisco au pied de la « Golden Gate » — la « porte d'or ». Et, de 1848 à 1858, la production déclarée d'or californien représente quelque 752 tonnes, c'est-à-dire presque autant que celle du Brésil au cours du ^{xviii}e siècle ! Et, si en janvier 1848, la Californie appartient encore au Mexique, le mois suivant, au terme d'une guerre rapide entre les États-Unis et le Mexique, ce dernier doit la céder à son voisin. Des villes-champignons poussent dans la vallée du Sacramento et, à la fin de l'année 1848, le territoire californien compte déjà 90 000 habitants. Dans ces nouvelles villes de l'or et dans les camps de mineurs, la vie est difficile, la loi du plus fort règne en maître, la population vit entassée dans des taudis insalubres. Cependant, soutenus par le rêve de faire fortune, de trouver le « big gold » ou le « Mother Lode » – le « filon mère » –, les chercheurs d'or préfèrent ces conditions de vie effroyables à la vie de l'Europe de l'époque.

« La ruée vers l'or de Caribou »

En 1856, une Indienne vivant près du fleuve Fraser, en Colombie britannique, apporte à Fort Kamloops une pierre jaune de la taille d'un œuf de pigeon. Un agent du comptoir de la Compagnie de la baie d'Hudson

DR



identifie aussitôt une pépite d'or et... la lui échange contre des cuillères en fer-blanc. Deux ans plus tard, la région connaît une gigantesque ruée sur l'or, connue sous le nom de « la ruée vers l'or de Caribou ». En trois ans, plus de 30 000 prospecteurs envahissent la Colombie britannique, mais les filons sont vite épuisés. Quelques décennies plus

tard, une ruée plus importante encore se produit lorsque des pépites d'or sont trouvées, le 16 août 1896, par Georges Carmack, dans les sables de Rabbit Creek, sur la rivière Klondike, à la frontière de l'Alaska et du Yukon, ce qui déclenche aussitôt la célèbre ruée vers l'or du Klondike : des dizaines de milliers d'hommes et de femmes attirés par l'espoir d'un enrichissement rapide bravent les tempêtes de neige et descendent le fleuve Yukon pour gagner la ville mythique de Dawson City fondée en 1896 par George Dawson et située au confluent des fleuves Klondike et Yukon.

Prospecteurs d'or au XIX^e siècle : chercheurs de liberté

Au XIX^e siècle, l'or est synonyme de liberté et d'affranchissement social : beaucoup de prospecteurs d'or du milieu du XIX^e siècle sont des exilés forcés ou des proscrits politiques. En effet, à la suite de la révolution de 1848 en France et après l'échec de plusieurs tentatives de révolutions nationalistes en Europe, nombreux sont les Français, les Allemands, les Anglais, les Irlandais qui s'embarquent pour le Nouveau Monde ou l'Australie. On voit même alors le gouvernement français et la préfecture de police de Paris organiser une tombola pour pousser au départ vers la Californie et son or les citoyens considérés alors comme politiquement « indésirables » par le pouvoir, et Karl Marx de regretter que « *les rêves de l'or ont remplacé les rêves socialistes dans le prolétariat parisien* » ! Pourtant, même s'ils rêvent d'or, la plupart de ces « Forty Niners » – « quarante-neuvards » – comme on les appelle, restent fidèles à leurs idées et, à peine arrivés pour prospecter des filons insaisissables, s'organisent eux-mêmes, créent des coopératives de production sur leurs concessions, pratiquent l'autogestion et appliquent les lois qu'ils se choisissent.

1. Voir François Pernot, *L'Or*, éditions Artémis, 2004, 200 pages.

Le sous-commandant Marcos, guerillero pacifiste

Porte-parole de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) jusqu'en 2014, faction révolutionnaire politico-militaire à tendance pacifiste, le sous-commandant Marcos a lutté pendant plus de vingt ans au Mexique pour la défense des droits des Indiens et contre le néolibéralisme. Le premier soulèvement de l'EZLN en 1994 est l'un des plus médiatisés de l'histoire contemporaine.

La défense des Indiens, un cheval de bataille



De son vrai nom Rafael Sebastian Guillen Vicente, le sous-commandant Marcos (qui est son nom d'insurgé) est né en 1957 au sein de la classe moyenne métisse du Nord du Mexique. D'abord professeur de philosophie à l'université de Mexico, il s'installe ensuite dans l'État du Chiapas en 1983, l'une des régions les plus défavorisées du Mexique, où il se consacre à la défense des indigènes. Au Chiapas, 22,3 % de la population est indienne (chiffres de 2005), descendants des Mayas (ils représentent 1 % de la population mexicaine globale). Jusqu'aux années 1970, les indigènes ont été traités comme des serfs du temps du féodalisme. La lutte paysanne a ensuite éclaté, soutenue par les militants d'extrême-gauche.

Un système de répression a été mis en place par l'oligarchie conservatrice avec l'appui du gouvernement. Appelé aussi « la famille chipanèque », cette élite exerce encore un contrôle politique et social dans les années 1990. Dans le Chiapas, les domaines de l'éducation, de la santé, et de l'équipement domestique sont peu développés. La population indienne semble laissée pour compte. Dans les montagnes du Chiapas, à partir de 1984, le philosophe développe son concept de guérilla démocratique et pacifiste.

La déclaration de guerre à l'État

Proche de l'idéologie marxiste-léniniste, le futur sous-commandant développe une nouvelle conception de la rébellion auprès des Indiens et des prêtres du diocèse de San Cristobal. Pendant dix ans, dans les montagnes du Chiapas, il organise clandestinement avec les Indiens la future EZLN, dont l'acronyme rappelle leur identification au révolutionnaire des années 1920, Emiliano Zapata. Leur slogan, « *Ya basta* » (« ça suffit »), évoque l'inefficacité de la lutte politique classique. Fin 1993, l'EZLN déclare la guerre au gouvernement fédéral dirigé par Carlos Salinas de Gortari, et à l'armée

mexicaine, considérée comme le pilier de cette « dictature ». Il demande la restauration de « *la légalité et la stabilité du pays* » et évoque une « *guerre génocidaire non déclarée* » contre les peuples. L'objectif de cette armée de libération est de former « *un gouvernement national libre et démocratique* ».

Un premier soulèvement médiatisé

Le 1^{er} janvier 1994, l'armée du sous-commandant Marcos, à la tête de milliers d'Indiens, le visage caché par des *paliacates* (sorte d'étoffes), occupe quatre villes du Chiapas, dont leur mairie, avec pour slogan « *changer le monde sans prendre le pouvoir* ». Le soulèvement a lieu le jour de l'entrée en vigueur de l'ALENA entre les États-Unis, le Canada et le Mexique pour indiquer leur rejet du néolibéralisme. Cette guerre qui oppose l'EZLN et les forces gouvernementales dure douze jours et fait 150 à 200 morts. Face au soutien international, avec des figures comme le linguiste Noam Chomsky ou le cinéaste Oliver Stone, le gouvernement mexicain déclare le cessez-le feu, libère les prisonniers zapatistes, et instaure un dialogue au sein de la cathédrale de San Cristobal de la Casas. Si cette première rébellion était armée, l'EZLN décide peu après de renoncer à la violence. L'EZLN a un objectif double : obtenir l'autonomie et la reconnaissance des droits et des coutumes des 57 peuples indigènes du Mexique, et former un mouvement international contre le néolibéralisme. En 1996, les accords de San Andres reconnaissent aux Indiens leur culture et leur droit à l'autogestion (qui ne sera appliquée que partiellement).

Après vingt ans de lutte, le sous-commandant Marcos quitte la direction du mouvement en 2014 . Il a entre-temps pris le nom de Galeano, en hommage à un compagnon assassiné. Il révèle alors que le personnage du sous-commandant Marcos (Mexicain métissé) a été entièrement créé par les Indiens pour susciter l'affection de l'opinion publique dans leur quête d'autonomie. Quoi qu'il en soit, le sous-commandant Marcos est selon l'anthropologue Scott Robinson « *un poète guerillero* » avec une « *vocation de prophète* » qui a permis de marquer un tournant dans la politique nationale, notamment au profit des Indiens.

Le mouvement zapatiste mène aujourd'hui une action politique au sein d'une quarantaine de municipalités autogérées appelées les « *Caracoles* ». Cette organisation représente la plus importante expérience d'autogouvernement collectif de l'histoire moderne. L'EZLN, à travers la figure du sous-commandant Marcos, est devenue un symbole de la lutte altermondialiste et de la défense des minorités.

La disparition des Indiens de Patagonie

Située à l'extrême sud de l'Amérique latine, comprenant le Sud du Chili et le Sud de l'Argentine, la Patagonie est découverte au **xvi^e siècle** par Magellan. Les Indiens de Patagonie, qui vivent comme à l'âge de pierre, sont presque exterminés du fait de la colonisation au **xix^e siècle**. Ils ont aujourd'hui quasiment disparu.

De la découverte à la disparition des Indiens de Patagonie

En 1520, lorsque Magellan arrive dans le détroit qui porte maintenant son nom, il découvre une partie de la Patagonie, qu'il surnomme la Terre de Feu car il voit s'élever des colonnes de fumée – façon de lancer un signal par les autochtones. Le marin et chroniqueur Pigafetta, qui fait partie de sa flotte, y décrit des géants (les autochtones Ona sont plus grands que la moyenne), qui seront repris par Byron en 1768. Les romanciers sont inspirés par les rapports des navigateurs comme Ladrillero (1557-1559) ou Drake (1577-1580). À la fin du siècle, les premières rixes éclatent entre les autochtones et les pionniers. L'expédition de Gouin de Bauchesne entre 1698 et 1701 raconte sa rencontre avec les « Sauvages du détroit de Magellan », puis c'est au tour de Bougainville en 1767. Les explorations se multiplient au **xix^e siècle** avec Darwin ou Dumont d'Urville, mais aussi la mission scientifique du cap Horn (1882-1883). Dans la deuxième moitié du siècle, des pionniers occidentaux s'installent en Patagonie. Les Indiens sont violemment persécutés par les colons qui s'emparent de leurs terres pour faire de l'élevage, exploiter leurs ressources minières (orpaillage). La chasse à la baleine conduit aussi à des violences en mer contre les Indiens (baleiniers anglais, nord-américains, norvégiens et argentins) auxquelles les chasseurs *chilotes* (métis Indiens Araukan et Espagnols) participent massivement. Les maladies introduites par les Occidentaux sont meurtrières. L'arrivée des armes à feu et de l'alcool fait aussi des dégâts. Des Indiens sont exposés comme des bêtes de foire dans certaines villes européennes (en 1881 au Bois de Boulogne). En quelques décennies, leur extinction est quasi-totale : il reste 250 survivants en 1920.

Le peuple fuégien

Les Indiens de Patagonie, appelés les Fuégiens, se seraient installés sur ces terres (Patagonie chilienne et Terre de Feu), il y a environ 10 000 ans, alors que le détroit n'était pas encore formé. Plusieurs peuples vivent sur ce



Type de Fuégiens. PETIT Pierre Lanith (1831-1909) © musée du quai Branly - Jacques Chirac.

territoire, dont les Ona (les Indiens dits « à pied »), qui comptent les Selk'nam du Nord et du Sud, et les Haush au Sud-Est, et, parmi les Indiens en pirogue, les Yaghan sur la côte méridionale et les Alakaluf installés dans la zone australe du Chili.

Au ^{xvi}^e siècle, on estime leur nombre

total entre 10 000 et 12 000. Dans ce climat océanique froid et humide, les Fuégiens, qui sont nomades, déplacent leur habitat au fil des saisons et des réserves naturelles. Ce sont souvent des huttes recouvertes de peau, avec parfois des branchages et des herbes, de simples abris de peau, ou encore leurs embarcations lorsqu'ils migrent. Les Fuégiens se nourrissent surtout de la mer : des fruits de mer à l'otarie, tuée à l'aide d'un harpon, d'une massue, d'un filet ou d'un épieu ; mais aussi de la terre : tucu tucu, guanaco ou renard, grâce à des perches, des arcs et des flèches. Ils utilisent la pyrite et le silex pour allumer le feu. Les baies servent à faire de la farine ou des boissons. Mis à part les Ona, qui sont vêtus d'une longue cape en fourrure avec mocassins en cuir et bonnet, les autres peuples sont peu couverts et s'enduisent de graisse animale pour supporter le froid. Ils portent des peintures sur le corps, parfois des scarifications.

Chez les Fuégiens, tous les individus sont égaux. La famille biologique est la seule unité politique. Seuls les anciens devenus des sages peuvent avoir une autorité morale. L'éducation est majeure chez les jeunes Yaghan et les Ona, fondée sur le sens de l'amour-propre et l'obéissance aux aînés. En revanche, chez les Alakaluf, les enfants sont livrés à eux-mêmes dès qu'ils marchent. Les adolescents participent à des cérémonies d'initiation (les garçons, mais aussi les filles chez les Yaghan) ; les unions sont souvent polygames. Leur vie spirituelle est développée autour d'un dieu, créateur ou non, parfois d'esprits, de pratiques magiques ou de cycles mythologiques. Le chamanisme y a une grande influence. Le chant et la danse rythment les cérémonies.

À la fin du ^{xx}^e siècle, il ne restait aucun autochtone, seulement une quinzaine d'Alakaluf au Chili. Néanmoins leurs descendants métissés, avec notamment ceux issus de la communauté mapuche au Chili, luttent aujourd'hui pour conserver ou reprendre le territoire de leurs ancêtres, dénonçant le génocide indien par les conquistadores, ainsi qu'une violation de la loi il y a un siècle par l'appropriation d'un nombre d'hectares supérieur au nombre autorisé.

La crise argentine de 1998

L'Argentine, longtemps considérée comme la nation la plus riche du continent sud-américain et vantée pour son dynamisme économique, est devenue l'un des pays les plus fragiles de la région. La crise actuelle n'est que l'énième écho du désastre de 1998 dont les racines puisent dans la dépression des années 1930.

Pays d'immigration européenne, essentiellement espagnole et italienne, l'Argentine connaît un développement économique inédit à partir du milieu du XIX^e siècle. L'élevage bovin et l'agriculture fondent sa puissance. Le rayonnement culturel, largement influencé par l'Europe, concourt à sa notoriété bien au-delà de l'Amérique du Sud. La crise de 1929 freine un temps sa croissance sans la remettre en cause. Dans les années 1950, sous la présidence de Juan Domingo Peron, l'Argentine est encore très prospère.

Le péronisme se caractérisa par une intense période de nationalisations des grandes compagnies du pays. Comme de nombreux pays du Sud, l'Argentine résolut de suivre la voie du développement industriel pour réduire le poids des importations. Peron multiplia les créations d'emplois publics en lien avec les grandes centrales syndicales. Au milieu des années 1950, le système s'essouffle et l'exportation des matières premières ne suffit pas à combler la dette publique. En 1955, les militaires prennent le pouvoir. Peron tente de revenir au pouvoir en 1973 mais meurt rapidement, laissant à son épouse d'alors, Isabel, les rênes du pouvoir. Son éviction inaugure la dictature militaire des « années de plomb ». En 1982, l'échec, autant militaire que diplomatique, des Malouines face au Royaume-Uni achève de discréditer le régime. En 1983, Raul Alfonsin rétablit la démocratie, et la victoire de Carlos Menem en 1989 transforme le pays.

Libéral, Carlos Menem imprime pendant une décennie une nouvelle orientation économique. Il entreprend d'ouvrir le pays au libre-échange mondial. Les investisseurs qui avaient fui à l'étranger sont de nouveau présents, attirés par la mesure de parité prise entre le dollar et le peso. L'économie semble connaître un rebond mais le système reste structurellement vicié, notamment par la corruption. L'intégration de Buenos Aires au Mercosur avec le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay révèle ses fragilités. Le pays demeure incapable de s'ouvrir pleinement en dehors des échanges liés aux produits agricoles en raison de taux désavantageux. La mondialisation accentue encore les faiblesses industrielles argentines.

La politique volontariste de Menem ne peut empêcher l'explosion du nombre de chômeurs. Les familles encore traumatisées par la dictature peinent à « vivre » du fruit de leur travail. L'inflation, un temps contenue, repart à la hausse.

Lorsque la crise éclate en 1998 dans plusieurs pays dont le Brésil, l'Argentine voit sa croissance s'effondrer. Les investisseurs redoutant la banqueroute se détournent de l'Argentine et le chômage touche bientôt un actif sur cinq. Les décideurs économiques placent leur fortune à l'étranger, grevant toute reprise économique durable. La récession fait exploser le nombre de pauvres. La parité fixe maintient un semblant de stabilité financière pour ne pas effrayer les investisseurs mais le mal est patent. Les recettes de l'État chutent brutalement jusqu'en 2001 et la dette s'envole. Dans un pays où près de la moitié de la population est incapable de contribuer à l'effort fiscal national, la charge de l'impôt s'alourdit sur les classes moyennes et supérieures qui s'inquiètent. Par ailleurs, les rentrées fiscales sont altérées par la corruption et l'inefficacité du système de perception.

La révolte gronde parmi les 37 millions d'habitants, qui craignent de perdre leurs économies. Les Argentins se ruent sur les banques. Des pillages éclatent dans les magasins d'alimentation, surtout dans la capitale. Appelé à l'aide, le Fonds monétaire international (FMI) ne parvient pas à rétablir la confiance. Le 20 décembre 2001, le successeur de Carlos Menem, Fernando de la Rúa, est contraint de s'enfuir. Le péroniste Eduardo Duhalde lui succède pour restaurer la confiance dans les institutions politiques et économiques mais il faut attendre 2003 et le volontarisme de Nestor Kirchner pour que la situation connaisse un sort plus favorable. La dette publique est contenue, le pays connaît des progrès sociaux remarquables en matière sanitaire et scolaire. À la disparition de son mari en 2010, Cristina Kirchner devient présidente. Le pays connaît aujourd'hui une nouvelle crise sociale et économique. Le président Alberto Fernandez, élu en décembre 2019, voit le spectre de la récession menacer de nouveau le pays alors même que la crise amenée par la pandémie de COVID éclate.

Fernandez doit relever le défi de la rigueur budgétaire, qui a valu à son prédécesseur sa défaite aux dernières présidentielles, et renouer le lien de confiance avec les Argentins encore hantés par le désastre de 1998.

Joan Baez, une chanteuse engagée

La chanteuse américaine Joan Baez entame sa carrière musicale dans les années 1960. Munie de sa guitare qui accompagne des textes poétiques, elle s'engage pour une société plus juste.

J'ai œuvré pour beaucoup de causes, la non-violence, les droits civiques et les droits internationaux. Dans la vie vous devez faire ce que vous pouvez pour la rendre meilleure pour chacun sur cette planète.

Joan Baez

Une riche carrière musicale

Joan Chandos Baez est née le 9 janvier 1941 à New York d'un père d'origine mexicaine et d'une mère écossaise. Dans sa jeunesse elle déménage au gré des affectations de son père mathématicien qui travaille pour l'UNESCO. En 1958, la famille Baez s'établit à Belmont près de Boston. Cependant, la société américaine est encore cloisonnée et Joan a du mal à trouver sa place. Elle a en effet la peau trop bronzée pour être admise chez les Blancs et ne parle pas espagnol pour être acceptée par la communauté hispanique. Elle trouve dans la musique un moyen à la fois d'exprimer ce mal-être et de s'adresser à tous sans préjugés. En 1959, elle enregistre dans une cave avec des amis *Folksingers' Round Harvard Square*, un disque de six-chansons populaires. En 1961, son deuxième album *Joan Baez* se vend à plus de 500 000 exemplaires. La même année, elle rencontre Robert Zimmerman, plus connu sous son nom de scène Bob Dylan. En 1963, Joan Baez participe à Washington à la marche pour les droits civiques et interprète sur scène *We shall overcome* devant Martin Luther King qui vient de prononcer son fameux discours « *J'ai fait un rêve* ». Ces chansons connaissent alors un succès international. En octobre 1967, elle est emprisonnée pour avoir soutenu des objecteurs de conscience qui s'opposent à la guerre du Vietnam. Deux ans plus tard, elle clôt le premier jour du festival de Woodstock. En 1970, elle écrit et compose toutes les musiques de *One Day At a Time*. À l'été 1970, elle se produit au festival de l'île de Wight. En 1971, Joan Baez est consacrée artiste internationale avec son interprétation de *The Night They Drove Old Dixie Down* mais surtout par la chanson *Here's to You* qui rend hommage aux syndicalistes américains Sacco et Vanzetti.

Elle continue à sillonner les quatre continents pour donner des concerts notamment pour Amnesty International et en 1985 pour le *Live Aid* où les artistes anglo-saxons se mobilisent contre la famine en Éthiopie. Toutefois,



DR

son public commence à se lasser de cette chanteuse engagée. En 1988, pour relancer sa carrière, elle sort *Diamonds and Rust* dont la chanson éponyme raconte sa relation avec Dylan. Cet album plein d'émotion est le chant du cygne de la carrière de Joan Baez

qui garde un public fidèle mais dont le succès commercial est confidentiel. En 1993, elle est la première artiste à se produire dans Sarajevo alors sous le feu des bombes. En 2007, elle reçoit un Grammy Award pour l'ensemble de sa carrière. En janvier 2016, elle fête son anniversaire à New York au Beacon Theatre en compagnie de nombreux artistes. En 2019, lorsqu'elle décide d'arrêter après cinquante ans de carrière musicale, elle totalise trente albums.

Une musique épurée et des textes poétiques

La carrière musicale de Joan Baez reflète son ouverture d'esprit et son sens de la poésie. Loin d'être figé, son répertoire évolue au fil des années et s'enrichit de nouvelles influences. Toutefois, une constance demeure la musique *folk*, expression traditionnelle des pionniers américains. Cette façon de chanter est aussi un acte politique. En effet, la sobriété de la composition s'oppose aux chansons commerciales conçues comme un produit de consommation stéréotypé. Joan Baez chante donc des plaintes populaires poétiques dont l'auditeur est invité à écouter le texte et non pas une mélodie binaire. Ces albums sont aussi l'occasion de chanter les textes de son ami Bob Dylan.

La chanteuse revendique l'ouverture vers les autres cultures pour lutter contre le cloisonnement de la société qu'elle a connu dans son enfance. Ainsi, elle n'hésite pas enrichir ses mélodies de sonorités africaines ou brésiliennes. En 1968, elle édite le *Concept Album* où elle interprète des poèmes de Prévert, Rimbaud, Lorca ou Joyce. En 1975, l'album *Gracias a la vida*, entièrement écrit en espagnol, reprend des textes de Victor Jara, un opposant chilien torturé par les hommes du général Pinochet.

Lorsque Forrest Gump entre dans la chambre universitaire de son amie Jenny, il découvre, accroché au mur, un poster de Joan Baez. Pour bon nombre de ses admirateurs, cette chanteuse est en effet le symbole du mouvement hippie qui dans les années 1960 propose un projet de société plus égalitaire se détournant de la société de consommation. Aujourd'hui encore, *Here's to You* est l'hymne du Mouvement des droits civiques aux États-Unis et Joan Baez demeure une icône pour les apôtres de la non-violence.

Bruce Springsteen, un héros américain

À plus de 70 ans et près de 130 millions d'albums vendus dans le monde, le chanteur américain Bruce Springsteen reste un interprète emblématique du rock qui traverse les modes et subjugué toujours son public.

Un rêve qui devient réalité

Bruce Springsteen est né le 23 septembre 1949, à Long Branch dans le New Jersey. Il grandit dans une modeste famille qui écoute Bob Dylan et Elvis Presley. Ces deux chanteurs seront tout au long de sa carrière ses mentors spirituels, le premier pour les textes poétiques et le second pour les rythmes qui incitent les corps à danser. À l'âge de 14 ans, il a une certitude, il fera comme ses idoles : il chantera. Il est alors encouragé par sa mère qui lui achète une guitare. À partir de 1969, Bruce Springsteen se produit avec un groupe dans différents bars de sa ville. En 1972, il signe un contrat à la Columbia qui produit son premier album *Greeting from*, qui ne connaît qu'un succès d'estime. En 1975, il sort son troisième album *Born to Run* qui, lui, rencontre son public. Sur scène comme dans ses albums, Springsteen est accompagné par le groupe de musiciens le *E Street Band* dont il devient le « Boss ». Ce surnom, qu'il déteste, lui sera pourtant désormais toujours accolé. En 1984, l'album *Born in The USA* connaît un immense succès mondial porté par la chanson éponyme. Depuis, il alterne les concerts et enregistrements tantôt intimistes tantôt rock. Il collabore aussi avec certains cinéastes notamment pour *Street of Philadelphia* (1994) qui obtient l'Oscar de la meilleure chanson originale ou *The Wrestler* (2009) qui obtient le Golden Globe de la meilleure chanson originale.

Bruce Springsteen est aussi un chanteur engagé qui participe à des concerts pour Amnesty International. Depuis les années 2000, à chaque élection présidentielle, il donne des concerts en faveur du candidat du parti démocrate. Son dix-neuvième album, *Western Star*, est sorti en juin 2019.

Une œuvre qui raconte l'Amérique

Dans les années 1980, un malentendu s'installe entre le public et Bruce Springsteen. En effet, la chanson *Born in The USA* ainsi que les habits qu'il porte laissent à penser qu'il est un Américain pur et dur qui défend les valeurs



DR

d'une Amérique conquérante. Ronald Reagan a d'ailleurs fait de cette chanson un hymne de sa campagne électorale. De plus, sa musique franche et sèche qui frappe comme les marteaux-pilons des aciéries de son New Jersey natal lui donne l'étiquette de rockeur. Toutefois, la musique de Bruce Springsteen ne se limite pas aux rythmes binaires du rock, et certaines chansons comme *State Trooper* ou *Missing* sonnent comme des incantations chamaniques. En 1982, il enregistre *Nebraska* sur lequel il n'utilise qu'une guitare, un tambourin et un harmonica. En 1995, il récidive avec l'album *The Ghost of Tom Joad*, qui rend hommage au livre de Steinbeck *Les Raisins de la colère*. Les textes de Springsteen parlent du quotidien des Américains, de leurs difficultés économiques ou de leur sentiment amoureux, des villes, des paysages ou de la famille. En filigrane de ces paroles on devine son enfance et la profonde mélancolie qui ne cesse de le ronger. À l'instar de certains films de Clint Eastwood, le chanteur n'hésite pas à dénoncer subtilement les travers de la société américaine qui laisse au bord du chemin de la réussite de nombreuses personnes. Il écrit ainsi dans *The Ghost of Tom Joad* : « *Bienvenue dans le nouvel ordre mondial / Des familles qui dorment dans leur voiture au sud-ouest / Pas de maison, pas de boulot, pas de paix, pas de repos.* » Ce constat n'empêche toutefois pas Springsteen d'être un patriote qui aime par-dessus tout son pays et sa culture.

Une bête de scène

Le chanteur américain affirme : « *Tu montes sur scène et tu tombes amoureux tous les soirs. Ce n'est pas une répétition, c'est un renouvellement. Ça prend vie tous les soirs, de façon tout à fait unique. Je n'ai jamais vécu deux concerts identiques.* » Sur scène, vêtu d'un jean et d'un T-shirt, il semble heureux. Il communique ce bonheur à ses musiciens et à son public qui lui voue une admiration indéfectible. Lors de ses concerts, qui peuvent durer jusqu'à quatre heures, comme à Berlin en 1988, il alterne des moments festifs avec des passages intimes où il interpelle l'assistance, raconte des anecdotes de son enfance ou la genèse d'une chanson. Il n'hésite pas à parler dans la langue du pays qui l'accueille : ainsi en France en juillet 2008, lors du festival des *Vieilles Charrues* de Carhaix, les premiers mots qu'il prononce sont en breton. Il fait de même au Chili en 2013 lorsqu'il rend hommage en espagnol au chanteur Victor Jara.

La voix rocailleuse de Bruce Springsteen traduit les angoisses et les bonheurs d'une super-puissance parfois soumise au doute et à la crise. Cette longue carrière est récompensée, le 22 novembre 2016, par la Médaille présidentielle de la Liberté, la plus haute distinction américaine qui puisse être décernée à un civil.

Un musée d'art moderne hors norme : le MOMA

Par son architecture et la richesse de ses collections, le Museum of Modern Art, l'un des musées les plus connus au monde, raconte une partie de l'histoire de la ville de New York et de l'histoire des arts contemporains en général.

Alors même que la crise de 1929 vient à peine de déployer ses premières conséquences désastreuses, trois femmes de millionnaires newyorkais lancent l'idée d'un musée qui révolutionnerait l'offre muséographique. Bénéficiant ainsi de la fortune de leur mari, Abby Aldrich Rockefeller, Lillie Plummer-Bliss et Mary Quinn Sullivan voudraient rompre avec les musées classiques.

Le musée connaît un grand succès l'obligeant à déménager son site avant de s'installer définitivement, en 1939, sur la 53^e rue. Les architectes Philipe Goodwin et Edward Stone confèrent à la structure générale de l'édifice un style que l'on qualifie bientôt d'« international ». À la tête du musée jusqu'en 1943 puis directeur artistique jusqu'en 1968, le directeur Alfred H. Barr lance une série d'innovations qui assurent la renommée du lieu.

Il déjoue une première fois les codes en créant un département consacré au design et à l'image photographique et filmique à côté des traditionnels espaces dédiés à la peinture, à la sculpture et aux livres. On peut déjà y admirer *La nuit étoilée* de Van Gogh (1889) mais aussi *Les Demoiselles d'Avignon* de Picasso, (1907) ou encore *Le Baigneur* de Cézanne (1885).

Grâce au fonds alimenté par les mécènes du pays entier, les collections s'enrichissent de dizaines de milliers de films et de millions de photographies. On se déplace en masse pour admirer l'hélicoptère vert suspendu de la salle haute parmi la centaine de milliers d'objets, tous aussi surprenants.

Après la seconde guerre mondiale, le bâtiment connaît plusieurs extensions : deux annexes réalisées par Philip Johnson (1951 et 1964) et un espace verdoyant empli de sculptures (1953). La physionomie de l'espace central en est bouleversée. Une tour réalisée par l'architecte d'origine argentine Cesar Pelli est inaugurée en 1985 à l'emplacement de l'annexe de 1951. Sept étages sont ainsi destinés à accueillir des œuvres quand le reste du building est occupé par des bureaux et des logements. Mais les locaux se trouvent de nouveau exigus devant l'abondance d'œuvres et l'excentricité de certaines d'entre elles comme la sculpture monumentale de Richard Serra s'élevant à 4m de haut et pesant au moins 120 tonnes. René d'Harnoncourt, puis



DR

l'ensemble de la disposition muséographique.

En novembre 2004, au terme de plusieurs années de travaux, l'architecte japonais Yoshio Taniguchi offre un nouvel édifice au cœur de la cité newyorkaise. L'art contemporain se mêle désormais à l'art moderne au sein d'un bâtiment ouvert sur la rue par des puits de lumière et un jardin au dessin épuré. Seule la façade est conservée et deux entrées sont proposées aux visiteurs, qui peuvent profiter de la gratuité le vendredi soir. La nouvelle architecture a tenu compte des espaces résidentiels et des bureaux adjacents. Tout a fait débat, du choix de l'ardoise pour l'escalier principal aux rampes en acier.

L'espace d'exposition est doublé et l'une de ses parties est dédiée à l'enseignement et à la recherche. De nouveaux mécènes (Lauder, Marron, Cullman) ont rejoint les dynasties des fondateurs. Le musée s'étend et se déploie en dehors de Manhattan. Art moderne et contemporain se répondent en écho de part et d'autre de l'escalier qui mène au 2^e étage. Les expositions temporaires prennent place au 3^e étage quand les derniers étages sont réservés aux œuvres « historiques » disposées selon un ordre chronologique. Dans le Queens, sur Long Island, le PS1, musée avant-gardiste se lie au MOMA en 2002 pour oser des expositions « risquées ».

La quête de l'événement à tout prix a déçu de nombreux spécialistes. On se plaint de trop fortes affluences et des coûts astronomiques des extensions. Glenn Lowry, à la direction du musée depuis 1995, a décidé récemment de déconstruire l'approche historique, qui avait au moins une vertu pédagogique, pour disposer les œuvres dans un apparent désordre. La confiance que lui accorde le comité directeur qui vient de le renouveler dans ses fonctions jusqu'en 2025 lui permet de telles audaces mais rien ne dit que le public en augmentation constante depuis une décennie adhérerait au projet.

Le cinéma latino-américain et la France

L'adoption continentale d'une invention française : le cinématographe

Invention des frères Lumière, des industriels lyonnais bien décidés à rentabiliser leur découverte, le cinématographe arrive très précocement (dès 1896) en Amérique latine, par le biais de représentants qui parcourent le continent pour commercialiser des appareils capables à la fois de diffuser des images et d'en capter de nouvelles. C'est ainsi que les premières bobines de films françaises sont diffusées à des publics d'Amérique latine qui se pressent dans les cafés pour les voir, et se passionnent pour les « vues » réalisées sur leur propre sol, qui documentent tant les événements de la politique que les coutumes locales. Dans les premières années du ^{xx}^e siècle, sous l'effet notamment des progrès techniques et de l'invention du montage, il devient possible de produire des récits plus longs et complexes, et l'Amérique latine réalise ses premiers longs métrages muets au milieu des années 1910. Très inspirés des modèles narratifs européens, en particulier du mélodrame italien et des films à épisodes français, ces films mettent en scène des conflits propres aux sociétés dans lesquels ils sont tournés, notamment l'opposition entre un monde rural archaïque mais idéalisé et de grandes villes en plein développement, synonymes à la fois d'ascension sociale et de corruption.

L'âge d'or des studios

La première guerre mondiale marque un tournant : le cinéma étasunien supprime l'européen sur les écrans latino-américains, ce qui se traduit par une hégémonie esthétique et économique qui ne sera plus guère remise en question (actuellement, environ 80 % des films diffusés sur les écrans latino-américains sont étasuniens). Suivant le modèle hollywoodien, quelques pays (l'Argentine, le Mexique et le Brésil) parviennent à mettre en place de grands studios qui se lancent dans la production d'un cinéma paradoxal, copiant largement les modèles de Hollywood en même temps qu'ils diffusent des éléments propres à la culture locale, par exemple avec la *comedia ranchera* mexicaine, dont le succès au tournant des années 1930-1940 doit beaucoup à ses vedettes, à ses mélodies et à sa mise en scène d'un Mexique rural largement fantasmé. Toutefois, ces indéniables succès sont le plus souvent cantonnés à

leur propre pays, et ne dépassent que rarement l'échelle continentale. Le prix décerné au film mexicain *María Candelaria* au festival de Cannes en 1946 est de ce point de vue tout à fait exceptionnel, et traduit un engouement en France pour un cinéma esthétisant et exotique.

Le nouveau cinéma des années 1960

À partir des années 1950, sous l'influence du néo-réalisme italien, le modèle du cinéma de studio est de plus en plus critiqué, notamment dans les ciné-clubs qui se développent dans des cercles universitaires et culturels. Il s'agit, en suivant le modèle des De Sica et Zavattini, de tourner le dos aux décors fabriqués et d'aller à la rencontre de la réalité, dans un contexte de crise. Les apports esthétiques et narratifs de la Nouvelle Vague française, dont les films du début des années 1960 remettent en question la linéarité du récit traditionnel et la transparence des personnages, sont la seconde source d'inspiration majeure des réalisateurs du « Nouveau Cinéma latino-américain », dont le projet est à la fois esthétique (rompre avec l'imaginaire trompeur des studios) et politique (les films doivent mettre en évidence les injustices et contribuer à la politisation du public).

Le soutien à la diversité

Les films « révolutionnaires » des années 1960, très prisés des cinéphiles et critiques cinématographiques français, n'ont pas rencontré de public sur place, parce qu'ils étaient difficiles d'accès au sens propre (censurés et peu diffusés) et au sens figuré (réputés complexes et peu commerciaux). Après une relative éclipse dans les années 1980-1990 où d'autres régions étaient en vogue en France (notamment le cinéma asiatique), le cinéma latino-américain connaît un regain d'intérêt qui se traduit par une présence dans les grands festivals, et par l'aide qu'il reçoit dans des fonds de soutien destinés à promouvoir la diversité culturelle : un étendard de la diplomatie culturelle brandi par la France depuis le milieu des années 1990 qui permet de faire et de diffuser un cinéma qui ne se contente pas des stéréotypes les plus en vogue sur le continent. Un anti-*Narcos* en quelque sorte, que seuls les circuits indépendants semblent à même de promouvoir de part et d'autre de l'Atlantique.

Jack London, pressé de vivre



DR

La vie de Jack London aurait pu s'arrêter avant d'avoir vraiment commencé, sans avoir laissé autre chose qu'un entrefilet dans le *San Francisco Chronicle* du 4 juin 1875, où l'on s'étonnait de la double tentative de suicide de Flora Chaney, compagne d'un astronome renommé, avant d'apprendre qu'il venait tout juste de la répudier à l'annonce de sa grossesse. Pourtant, le 12 janvier 1876, celui qui s'appellera d'abord John Griffith Chaney voit le jour, marqué par une « *étrange hérédité : celui qui allait devenir un socialiste convaincu, altruiste et proche du peuple, est*

le fruit d'une union improbable entre deux personnages fuyants, égoïstes et irresponsables » (Lesieur, 2015).

Un nomade éclectique

Affaiblie, sa mère ne le regardera guère que comme sa « marque d'infamie » et le suivra de loin en loin. C'est Jenny Prentis, une ancienne esclave qui venait de perdre son propre enfant, qui lui prodiguera des soins maternels et une affection que le temps ne démentira pas. Très vite, sa mère épouse un ancien soldat dont il héritera du nom et du surnom, faisant désormais de lui Jack London. Le nom est différent mais la personnalité se confirme : hypersensible, irascible, vif, imaginatif, London est pressé, comme si la fragilité de sa propre existence, lui qui a bien failli ne jamais naître, lui inspirait un farouche désir de vivre. « *Je ne perdrai pas mes jours à essayer de prolonger ma vie, je veux brûler tout mon temps* », disait-il, en quoi il ne mentait pas. Sorti de l'école à 13 ans avec un goût pour la lecture qui ne le quittera jamais, il travaille dans une conserverie, puis entame en 1881 une vie d'errance aux carrières hétéroclites : à la tête d'une bande de pilleurs d'huîtres, il se ravise et intègre les patrouilleurs de la mer ; marin et chasseur de phoques dans le Pacifique (1893), pelletier de charbon dans une centrale électrique, il écrit au fur et à mesure de ce qu'il rencontre et commence à se faire un nom. Son vagabondage le conduit un temps au pénitencier, dont il ressort très marqué au point de reprendre un cursus scolaire puis universitaire (Alameda), réussi avec brio, avant de repartir en expédition avec les chercheurs d'or au Klondike. Sa vie sentimentale sera tout aussi peu sédentaire ; après plusieurs

aventures et un premier mariage avec Bessie Madden (1900) qui lui donne deux filles, il trouvera en Charmian Kittredge une compagne définitive. Ce sera alors le début d'une vie de reporter, à Londres, en Corée, et tout autour du monde. Amère ironie, c'est au moment où il va se fixer dans la *Wolf house* de son ranch que celle-ci se retrouve détruite par les flammes.

Une œuvre diversifiée et engagée

Qui ne connaît pas *Croc Blanc* ou *L'Appel de la forêt* ? London leur doit certes une renommée toujours actuelle, mais il serait par trop caricatural de le réduire à ces romans d'aventure, car bien plus profonde est la trame de son œuvre. Auteur de plus de quarante romans et nouvelles, il compte six pièces de théâtre à son répertoire et cinq essais qui sont autant de reportages-plaidoyers témoins de son engagement social (*Le Peuple de l'abîme*, *La Guerre des classes*, *Les Vagabonds du rail...*) que l'on comprend d'autant mieux que l'on connaît le parcours de sa vie. Ce qui l'anime, et motive sa plume, c'est de décrire toutes les luttes de la vie : lutte pour la survie, lutte contre la nature, lutte pour être reconnu, lutte pour une justice sociale. Ce qui n'empêche son œuvre littéraire d'être empreinte de toute la complexité d'un auteur qui s'inscrit dans son époque, tiraillé entre certaines idées inculquées par sa mère – qui lui ressassait une apologie de la supériorité des Anglo-Saxons – et un humanisme sincère. Ainsi, « *dans des romans comme Fille des neiges ou La Vallée de la lune, il crée des personnages obnubilés par leur "sang pur", leur "souche anglo-saxonne", tandis que dans certaines nouvelles du Grand Nord – celles des Enfants du froid –, il se place résolument du côté des minorités en dénonçant la dictature de l'homme blanc. London est convaincu de l'inégalité des races, tout en adorant sa nourrice et en manifestant aux côtés des Noirs pour défendre leurs droits* », note J. Lesieur dans sa biographie (2015).

Jack London meurt à tout juste 40 ans, le 22 novembre 1916, d'un empoisonnement du sang, après une vie brève et tourmentée, usée par l'alcool et cependant fidèle à ce qu'il s'était fixé. C'est sans doute dans *Martin Eden*, autre roman à succès, qu'il dresse sa meilleure épitaphe : « *Il avait vécu, il avait frêmi, il avait aimé ; c'était un gars qui avait roulé sa bosse, qui s'était ri des pesanteurs de la vie, avait mouillé sa chemise dans les postes d'équipage, foulé des territoires inconnus et mené sa bande de durs à cuire au combat ; un gars qui avait pris peur en entrant pour la première fois dans une bibliothèque et qui avait su ensuite dompter les livres* »

Diego Rivera, un artiste mexicain révolutionnaire

Diego Rivera est un peintre mexicain connu pour ses fresques qui retracent l'histoire de son pays. Parallèlement, cet artiste éclectique réalise de nombreuses œuvres d'art d'avant-garde.

Une vie artistique riche de rencontres

Diego Rivera, né en 1886 à Guanajuato au Mexique, commence dès son plus jeune âge à dessiner. En 1896, il est admis à l'académie des beaux-arts de San Carlos. En 1907, il obtient une bourse pour aller étudier en Europe, en particulier Goya, Vélasquez ou Le Greco. En 1914, il s'installe à Paris dans le quartier de Montparnasse alors fréquenté par de nombreux artistes d'avant-garde. Il se lie d'amitié avec Modigliani et noue une relation amoureuse avec la peintre cubiste d'origine russe Marie Vorobieff.

En 1920, Rivera rentre au Mexique pour participer à l'élan révolutionnaire qui touche l'ensemble du pays. Dès 1929, en réponse à une commande du gouvernement, il se lance dans la réalisation de plusieurs fresques pour les bâtiments officiels de Mexico. Entre 1929 et 1935 il réalise ainsi dans le Palais national l'*Épopée du peuple mexicain*, une fresque de 276 m². La même année, il rencontre Frida Kahlo, une jeune peintre engagée dans la lutte révolutionnaire, avec laquelle il se marie peu de temps après. Dans les années 1930, il se déplace en Union soviétique, où il fait la connaissance du réalisateur de cinéma Sergei Eisenstein. Son talent est désormais reconnu aux États-Unis et il réalise pour l'Institut des arts de Détroit *L'homme et la machine*, immense fresque de 433 m² qui célèbre l'avènement de l'industrie et de la technique. Pour le *Rockefeller Center* de New York, il crée une peinture murale intitulée *L'Homme au croisement*. Mais cette œuvre est finalement détruite par son commanditaire lorsque ce dernier s'aperçoit qu'y figure le portrait de Lénine. En 1938, il divorce d'avec Frida Kahlo. Les deux artistes ont entretenu cependant une relation tendre et passionnée jusqu'à la mort de Frida en 1954. En 1942, Rivera fait construire dans le sud de Mexico, *L'Anahuacalli*, un bâtiment dont l'architecture s'inspire des constructions amérindiennes. À l'intérieur, il expose les œuvres d'art précolombiennes qu'il collectionne. En 1953, il réalise sa dernière fresque pour l'hôpital de Mexico, intitulée *Le désir du peuple d'être en meilleure santé*. Diego Rivera meurt d'un cancer en 1957. Malgré sa dernière volonté de reposer aux côtés de Frida Kahlo, il est enterré, après des funérailles nationales, au cimetière de la Rotonde des hommes illustres de Mexico.

DR

Le muralisme



La marchande de fleurs -
L'Épopée du peuple mexicain

Diego Rivera est mondialement connu pour les fresques qu'il a réalisées au Mexique. Cependant, son art n'a cessé d'évoluer tout au long de sa vie. Ainsi, durant son séjour en France, il rencontre Picasso et Braque, les pères du cubisme, qui lui font comprendre que l'on n'est pas obligé de représenter « la réalité ». De 1913 à 1915, Rivera s'essaye donc à cette pratique en peignant une série de portraits. Dans le *Portrait de Martin Luis Guzman* (1915), l'artiste donne à son œuvre cubiste des tonalités mexicaines, en affublant son modèle de couleurs vives qui ne sont pas sans rappeler les tissus sud-américains. Dans *Paysage zapatiste* (1915), il révolutionne le genre en intégrant aux formes cubistes les éléments d'un paysage grandiose. Cette démarche déplaît aux puristes français qui le dénigrent dans la presse spécialisée. Cet ostracisme artistique occulte souvent que Rivera fut en Europe un acteur majeur du cubisme. Alors, démoralisé, Rivera cesse toute recherche picturale cubiste. De retour au Mexique, il incite les artistes mexicains à s'imprégner de leur culture métissée espagnole et autochtone. De plus, pour lui, l'art doit être accessible à tous et non pas réservé à une élite culturelle. En 1922, avec les peintres David Alfaro Siqueiros et José Clemente Orozco, Diego Rivera fonde le muralisme mexicain, qui déploie un art populaire grandiose et pédagogique. Ce courant s'inspire des fresques murales réalisées par Giotto ou Michel-Ange.

L'œuvre majeure de Rivera est *L'Épopée du peuple mexicain*. Cette peinture a été conçue comme un triptyque à la gloire du marxisme. La fresque est constituée d'un ensemble de couleurs chamarrées représentant avec tendresse la vie et les traditions des différents peuples amérindiens, des paysans et des ouvriers occupés à leurs tâches quotidiennes, mais aussi l'avidité et la cruauté des conquistadors espagnols ou les exactions et les ravages des propriétaires terriens, sous l'œil complice du clergé.

Cette représentation apparemment naïve déroute parfois le spectateur, mais, à l'instar des fresques des églises romanes qui enseignent au profane la religion catholique, Rivera s'emploie à diffuser les idées révolutionnaires dans de grandes fresques colorées accessibles au peuple mexicain majoritairement illettré et asservi.

Sous la haute direction d'Hélène Sirven

Adjudant-chef Jean-Paul Talimi
Rédacteur au CERPA-CESA

Le baseball, sport constitutif de l'identité américaine

Le baseball, né à la fin des années 1830 dans les rues de Manhattan, est devenu le sport préféré des Américains, même si le football américain est aujourd'hui le sport national. Tous les ans, la saison de baseball est lancée au printemps et rassemble des millions de supporters aux États-Unis. Le baseball est inscrit dans la culture américaine et constitutif de son identité.

La naissance du baseball

À la fin des années 1830, les pompiers volontaires de Manhattan s'entraînent en frappant une balle avec une batte. À l'époque, deux sports similaires d'origine britannique sont pratiqués dans les anciennes colonies anglaises : le cricket (sport national) et le rounders. Pour établir les règles du jeu du baseball, le pompier et ingénieur Alexander Cartwright s'inspire de ces deux pratiques. Le terrain, en forme de quart de cercle, comprend une zone intérieure appelée diamant en raison de sa forme. Au centre, un défenseur lance la balle vers l'attaquant, un batteur situé dans l'angle inférieur du diamant, d'où il renvoie la balle sur le terrain en évitant le receveur adverse, avant de rejoindre en courant trois bases pour revenir à sa position initiale où se trouve le marbre (but). En alternance, chaque équipe de neuf joueurs attaque puis défend pour constituer une reprise – il y en a 9. En 1845, le club amateur des Knickerbockers est créé à New York. Après la guerre de Sécession (1861-1865), le baseball devient un sport national ; les clubs se développent dans les pôles industriels. Le premier club professionnel, le Cincinnati Red Stockings, est créé en 1869. En 1876 naît la *National League*, puis en 1900, sa rivale, l'*American League*, aujourd'hui associées dans la *Major League of Baseball (MLB)* qui se compte 30 équipes professionnelles. Depuis 1903, au mois d'octobre, les meilleures équipes se rencontrent lors des *World Series*, la finale des championnats américains.



L'américanisation par le sport

Aux États-Unis, les municipalités font construire entre 1906 et 1920 des parcs dans tout le pays sur des milliers d'hectares au profit des familles américaines. La culture nationale se développe grâce à la pratique sportive. Depuis 1910, le Président des États-Unis lance la première balle de la sai-

son du haut de la tribune au mois de mars, comme un rituel patriotique. Après la seconde guerre mondiale, le baseball représente le sport d'une Amérique triomphante. Il reste la pratique sportive la plus populaire auprès des Américains jusqu'au milieu des années 1960 (pour 39 % de la population en 1965). Il devient ensuite pendant une dizaine d'années un sport du passé, peu attrayant. Mais la finale de 1975 entre les Red Sox de Boston et les Reds de Cincinnati remet le baseball au goût du jour. Si le football américain est désormais le sport national, le traditionnel baseball suscite l'intérêt de la population qui peut suivre des épreuves sportives presque toute l'année, de mars à octobre. Un engouement qui se retrouve aussi dans les Caraïbes (Cuba, République dominicaine) ou en Asie (Japon, Corée, Taïwan). Entre 1992 et 2008, le baseball est aussi un sport olympique.

Le rôle social du baseball

Le baseball, au-delà d'être un sport, fédère. Il a participé au rapprochement des communautés et à l'intégration des minorités aux États-Unis. Dans les années 1880, deux Afro-Américains se voient offrir un contrat dans un club mais, à échéance, ils en sont exclus ainsi que toutes les minorités, mis à part les Amérindiens. Ces dernières seront progressivement intégrées quand les Afro-Américains sont relégués dans les Negro Leagues (jusqu'en 1948). Jackie Robinson est le premier joueur noir à intégrer la *MLB* en 1947, en pleine ségrégation. Il milite pour la défense des Noirs et surmonte pétitions et humiliations. Pour lui, le baseball est pionnier dans cette lutte contre la discrimination (la mixité afro-américaine est encore un sujet d'actualité dans le baseball aujourd'hui). Dans les années 1970, les équipes de baseball sont composées quasi uniquement de minorités. Un dérivé du baseball, le softball, créé en 1887, sera dédié aux femmes. Cette tendance à diviser les genres a été combattue par la fédération nationale. Depuis une quinzaine d'années ont lieu des championnats de baseball féminins. Il existe aussi la *Little League* pour les enfants. Les matchs de baseball sont de hauts lieux de sociabilité aux États-Unis, comme un spectacle que l'on vient voir en famille. Le *playing catch* (envoi de balle entre deux personnes) représente encore aujourd'hui le moyen de resserrer les liens familiaux entre les parents et les enfants, comme l'illustrent les films américains.

Le *World Series* est encore chaque année un événement sportif majeur aux États-Unis. Dans l'imaginaire, il est le symbole d'une Amérique qui se rassemble pour partager dans la joie le goût de la compétition en famille, entre amis, au-delà des classes et des communautés.

Apple invente le smartphone tactile

En 2007, lorsque la firme Apple présente l'iPhone, les observateurs sont enthousiasmés par la technique de ce nouveau produit, mais restent sceptiques quant à sa future utilisation. Ils sont loin d'imaginer que cet objet va révolutionner notre façon de communiquer.

L'explosion du téléphone mobile

À la fin des années 1990, la téléphonie mobile se développe de façon exponentielle un peu partout dans le monde. Les entreprises de télécommunication proposent ainsi de nouveaux forfaits téléphoniques qui démocratisent l'utilisation du téléphone portable. L'entreprise qui domine la fabrication des téléphones mobiles est alors Nokia une firme finlandaise, qui devient en 1998 le premier constructeur mondial. Elle fabrique le *3210* qui intègre une antenne et possède un dictionnaire intuitif qui propose à la saisie des premières lettres un répertoire de mots. Ce téléphone sera vendu à plus de 160 millions d'exemplaires. Les autres constructeurs, comme Samsung, BlackBerry ou Motorola, proposent des téléphones toujours plus petits qui permettent de téléphoner et d'envoyer des messages textes.

La firme Apple, à l'époque bien loin de la téléphonie mobile, développe pour sa part des ordinateurs et un système d'exploitation. Elle commence alors à se relever d'une crise interne qui a provoqué l'éviction puis le retour de son créateur Steve Jobs.

La genèse de l'iPhone

En 1992, John Sculley, le président d'Apple, présente le *Newton*, un agenda digital qui retranscrit l'écriture d'un stylet sur un écran en texte dactylographié. Mais à cette époque la technique ne fonctionne pas. Son concurrent IBM produit en août 1994 le *Simon*, un téléphone portable tactile multifonctions qui permet de tenir un agenda, une messagerie et de faire du traitement de texte. En 1996, Nokia développe le *9000 Communicator*, un téléphone capable de rédiger et d'envoyer des mails, des fax et de naviguer sur Internet. Toutefois, ce téléphone qui pèse 397 g n'a pas d'écran tactile et nécessite un abonnement téléphonique prohibitif pour la plupart des consommateurs.

Cette volonté d'intégrer la téléphonie à la navigation Internet passionne l'informaticien français Jean-Marie Hullot qui travaille pour Apple et qui convainc en 2001, Steve Jobs, le nouveau directeur, de fusionner la téléphonie

et les ordinateurs. La firme Apple, qui n'a jamais fabriqué de téléphone mobile mais qui travaille cependant sur les interfaces tactiles, se lance dans la mise au point d'un produit qui soit à la fois un ordinateur et un téléphone tactile. Les premières recherches sur ce téléphone se déroulent en France dans le plus grand secret. Il faut cinq ans de recherche, 30 mois de fabrication et plus de 150 millions de dollars pour mettre au point ce nouveau téléphone.

La naissance d'un géant

Le 9 janvier 2007, Steve Jobs s'adresse à la presse : « *Aujourd'hui nous vous présentons trois produits révolutionnaires de ce niveau. Le premier est un iPod avec un écran large et la technique Touch control. Le deuxième, c'est un téléphone portable révolutionnaire. Et le troisième, c'est le dernier cri des appareils de navigation Internet. Ce ne sont pas trois appareils différents. C'est un seul appareil. Et on va l'appeler : iPhone. Aujourd'hui Apple va réinventer le téléphone.* »

Le caractère révolutionnaire de ce téléphone réside dans son interface, son ergonomie et sa simplicité d'utilisation. Désormais, le geste de l'utilisateur change : il n'ouvre plus un clapet ou décroche un combiné, mais d'un simple mouvement de doigt il accède à un menu. Cette facilité d'utilisation séduit immédiatement le plus grand nombre. Pour la première fois, un téléphone dispose d'un écran tactile de 3,5 pouces multipoints qui offre la possibilité de faire défiler de manière fluide, avec son système d'exploitation IOS, les différentes pages web ou de zoomer sur des images. Il dispose enfin d'une commande vocale. En 2008, les nouveaux iPhones sont dotés de l'*App Store* qui permet de télécharger des applications pour faire évoluer l'usage de son téléphone : jeux, GPS, musique en ligne. En 2009, on compte 85 000 applications, dix ans plus tard 2 millions. L'iPhone EDGE est commercialisé aux États-Unis le 29 juin 2007 et en fin d'année en Europe. Le succès est immédiat puisqu'en 2008 il s'est vendu plus de 2 millions d'iPhones.

Le coréen Samsung lance à son tour un smartphone, le *Galaxy*, dont la justice américaine estime en 2011 qu'il est un plagiat de l'iPhone.

Le 3 mai 2016, le magazine *Time* écrit que « *l'iPhone est parmi les cinquante gadgets techniques les plus influents de tous les temps* ». Certains observateurs déplorent néanmoins qu'Apple ne fasse que décliner son iPhone en diverses versions depuis plusieurs années, à l'inverse notamment de son concurrent coréen Samsung qui innove et propose un téléphone tactile pliable.

Les constructions gigantesques de Teotihuacán

La ville de Teotihuacán dans le centre du Mexique devient au premier siècle de notre ère la plus grande ville d'Amérique. Riche de nombreuses constructions imposantes, elle demeure pendant plusieurs siècles un centre religieux majeur pour les Indiens d'Amérique centrale.

Une origine mystérieuse

Le nom Teotihuacán, « *le lieu où les dieux sont créés* », est donné par les Aztèques mais le nom primitif de cette cité demeure encore aujourd'hui un mystère tout comme l'origine exacte des peuples qui l'ont construite. Les fouilles modernes apportent cependant des informations sur les bâtisseurs de cette cité. Les archéologues ont ainsi trouvé des traces de présence des tribus indiennes Nahuas, Otomi ou Totonèques, qui en sont peut-être les premiers habitants. Cette identification est d'autant plus difficile que la ville comptait plusieurs quartiers distincts dans lesquels se regroupaient diverses ethnies. Vers 200 av. JC, les *Teotihuacános* construisent les premiers éléments de cette immense cité située à une cinquantaine de kilomètres au nord-est de l'actuelle Mexico. Teotihuacán est alors un petit village qui prospère grâce à l'agriculture et au commerce. Vers 100 av. J.-C. sa richesse est telle que la ville peut consacrer des ressources humaines et financières à l'élévation d'édifices monumentaux dont la construction s'étale sur plus de 500 ans. Ces travaux sont réalisés à la force des bras puisque les *Teotihuacános* ne connaissent ni la roue ni le palan.

Des pyramides originales

La cité est divisée en quatre secteurs par deux grands axes orientés nord/sud et est/ouest qui se coupent à angle droit au centre de la ville. L'axe nord-sud, qui sera plus tard appelé par les Aztèques « *chaussée des Morts* » mesure 4 km de long pour une largeur de 50 à 60 mètres. Il se termine au Nord par la pyramide de la Lune. La pyramide du Soleil est, pour sa part, située au bord de *la chaussée des Morts*. Les deux pyramides sont formées d'un noyau en terre sur lequel sont déposées des briques de terre séchée et des petites pierres. Au-dessus de ce noyau les Téotihuacanos construisent une structure de pierre volcaniques. Ces pierres, qui se trouvent à profusion dans cette région, sont ensuite assemblées avec du mortier puis recouvertes d'un enduit de chaux qui était sans doute peint en rouge. La pyramide du Soleil mesure 65 mètres de haut et possède une base de 225 mètres. Elle se



DR

compose de 5 étages construits selon la technique du *talud-tablero* qui consiste à placer au-dessus d'un talus incliné un panneau vertical en saillie. Ce dernier est alors encadré par des moulures verticales et horizontales. Cette technique donne à la pyramide l'aspect d'un escalier qui

conduit vers le ciel. Pour accéder au sommet il faut gravir 265 marches. On accède alors à une plate-forme sur laquelle était édifié un temple en bois dans lequel les prêtres pratiquaient des sacrifices. La pyramide repose sur une grotte qui témoigne d'un ancien lieu de culte.

La construction de la pyramide de la Lune, qui mesure 46 mètres de haut, s'est faite en plusieurs étapes, consistant en un empilement de constructions successives, elle reprend la technique du *talud-tablero*. Des fouilles récentes ont mis au jour sous la pyramide une tombe qui contenait le squelette d'un homme. Les deux pyramides constituent les ouvrages les plus hauts du site.

À l'intersection des deux avenues se trouve ce que les archéologues nomment *la citadelle*, une place carrée qui occupe une surface de 160 000 m². Elle est bordée par un temple qui garde une pyramide de 7 étages. Cet édifice est dédié à Quetzalcoatl divinité mi-serpent mi-oiseau qui est le dieu principal vénéré dans la cité. Ainsi, sur les murs du temple on dénombre 280 sculptures de têtes de Quetzalcoatl. Les bâtiments de la citadelle sont décorés de sculptures en pierre dont les plus lourdes pèsent jusqu'à 4 tonnes. Elles représentent un bestiaire stylisé du panthéon des différents dieux des *Teotihuacános*. Mais Teotihuacán n'est pas seulement un centre religieux majeur : c'est aussi une importante cité, qui s'étendant sur 25 km², abritait une population de plus de 100 000 habitants. La ville est découpée en quartiers qui regroupent une même confrérie d'artisans. Les maisons sont bâties selon le même modèle : une habitation carrée à toit plat qui s'organise sur un étage autour d'une cour centrale. Les murs des demeures les plus luxueuses sont recouverts de fresques colorées. L'ensemble dispose de canalisations souterraines qui évacuent les eaux usées.

Vers 650/700, la cité est mystérieusement incendiée puis abandonnée. Cependant, son prestige religieux est tel dans toute l'Amérique centrale que les Aztèques y célèbrent des rites religieux jusqu'à l'arrivée des Espagnols. Aujourd'hui, seul 1/5 du site a été exploré et réserve sans doute de belles surprises aux archéologues.

Sous la haute direction de Hervé Théry

Adjudant-chef Jean-Paul Talimi
Rédacteur au CERPA-CESA

Les richesses du désert d'Atacama

Bien que le désert d'Atacama, dans le nord du Chili, soit réputé l'endroit le plus sec au monde (moyenne annuelle des précipitations de 0,1 millimètre), il est plus peuplé qu'on ne pourrait l'imaginer, en raison de ses activités minières, hautement stratégiques.

Au ^{xix}^e siècle, Antofagasta, son débouché portuaire, était le port du guano et du salpêtre, sources de nitrates cruciales pour l'industrie chimique (engrais, poudre et explosifs). Mais aujourd'hui c'est une autre ressource qui y attire l'attention, le lithium, indispensable pour la fabrication de batteries utilisées dans les véhicules électriques, les ordinateurs portables ou les téléphones (la batterie d'un Smartphone contient en moyenne 3 grammes de lithium). La demande mondiale, d'environ 300 000 tonnes par an, devrait atteindre un million de tonnes d'ici moins de dix ans,

Or le Chili détient 52 % des réserves mondiales connues de ce métal, parfois appelé « or blanc ». D'autres gisements existent aussi en Bolivie, dans le *salar* (plaine saline) de Uyuni, bien plus vaste, mais la priorité a été donnée à l'extraction du côté chilien des Andes, car le carbonate de lithium y est plus concentré et son exploitation moins chère.

L'exploration du lithium dans le *salar* d'Atacama a commencé en 1985, avec la *Chilean Society of Lithium Limited*, actuellement Albemarle. Elle l'extrait d'une saumure obtenue en diluant la croûte saline accumulée au fond du *salar*, qui contient aussi du double sulfate de lithium et du potassium, technique qui

nécessite de grandes quantités d'eau, des millions de mètres cubes. De grands bassins ont donc été creusés au milieu du désert, d'où l'on récupère, par évaporation, une solution plus concentrée, la teneur en lithium passant de 1 % à 6 %. Le processus se termine dans une usine de production fermée, par des traitements chimiques et l'on obtient finalement, outre le lithium, des tonnes de sels moins solubles, comme du magnésium et du calcium, qui sont renvoyés dans le *salar*.



Hervé Théry ©



Hervé Théry ©

Cette exploitation cause des inquiétudes de plus en plus fortes pour l'environnement et sa résilience face à l'exploitation des ressources naturelles. L'exploitation actuelle implique l'extraction quotidienne d'environ 200 millions de litres d'eau, provenant essentiellement de la fonte des glaciers qui dominent le *salar* puisque celui-ci ne reçoit

quasiment pas de pluies. Ces volumes d'eau dépassent de 21 % ce que les nappes phréatiques peuvent supporter durablement et, avec le changement climatique, l'eau sera de plus en plus rare.

Signe de la dégradation des conditions naturelles, on a déjà constaté que le *salar* abritait moins de flamants roses qu'auparavant, alors que les lagunes d'Atacama étaient les lieux de reproduction du plus grand groupe de flamants des Andes. On en comptait près de 12 000 dans les années 1980, il n'en reste aujourd'hui qu'un millier. Cela affecte le tourisme, qui est l'un des piliers de l'économie locale et un moyen de subsistance pour les habitants de ce désert. Sur les près de six millions de touristes étrangers que le Chili reçoit chaque année, environ 400 000 visitent San Pedro de Atacama.

D'autres préoccupations sont d'ordre géopolitique. En 1979, le lithium avait été déclaré ressource stratégique par le gouvernement chilien, et les deux sociétés privées qui opèrent actuellement dans le *salar* d'Atacama, SQM et Albemarle, bénéficient de contrats signés respectivement en 1993 et 1980 avec Corfo, l'agence gouvernementale chilienne chargée de soutenir le développement du lithium. En mai 2018, Tianqi, la société chinoise qui contrôle les plus grandes réserves de lithium de la planète, avait déjà acquis 24 % de SQM pour 4 milliards de dollars, et en 2019 elle a tenté de prendre le contrôle de la SQM, qui possède les plus grands gisements de lithium du pays, ce qui signifierait que les Chinois contrôleraient 70 % de la production mondiale de lithium.

Le Chili est soucieux de garder le contrôle de cette ressource et craint qu'il ne tombe sous celui d'une puissance étrangère, comme cela s'était produit pour le salpêtre avec les Anglais, puis pour le cuivre avec les Américains.

Le guano : l'or du Pérou

Le mot guano est un dérivé du mot Wanu en quechua, la langue des Incas, qui signifie excrément d'oiseau. Pendant des siècles, le guano, riche en minéraux, enrichit les terres arides du plateau andin. À partir du XVIII^e siècle, il fera l'objet d'un commerce prospère pour alimenter les paysans d'Europe et d'Amérique du Nord.

Le début de l'agriculture intensive

À partir du XVIII^e siècle, l'agriculture qui se développe en Europe nécessite beaucoup d'engrais pour fertiliser les cultures. À cette époque, les agriculteurs abandonnent la jachère pour une culture intensive. Ils doivent alors enrichir les terres pour espérer maintenir le rendement. Pour cela les paysans plantent de la luzerne du trèfle qui sont labourés au printemps et qui en se décomposant libèrent leur azote pour enrichir le sol. Les agriculteurs bénéficient aussi de l'apport d'engrais venu d'Amérique du sud, le guano, composé des excréments fossilisés d'oiseaux. Cet engrais était déjà utilisé par les Incas, puis par les Espagnols, qui punissaient de mort toute personne qui pourchassait les oiseaux durant leur période de nidification.

La fabrication du guano

Les côtes du Pérou sont baignées par le courant froid de Humboldt qui favorise la croissance des poissons. Les prédateurs comme les cormorans, les pélicans ou les fous à pieds bleus y font de confortables festins, à l'issue desquels ils viennent se reposer sur les îles de la Chincha, de Guanape Sur. Ces millions d'oiseaux déposent sur les roches leurs excréments qui, au fil des siècles, atteignent une épaisseur de plusieurs mètres. En effet, le climat désertique des côtes de Lambayeque dans le nord du Chili sèche les déjections sur les rochers, lesquelles gardent leur teneur en azote, nitrite et phosphate. Au XIX^e siècle, le Pérou devient le principal pays exportateur vers l'Angleterre, la France et les États-Unis.

Un engrais extraordinaire

En 1853, le professeur de chimie du lycée Kennington de Londres J.-C. Nesbit écrit dans son ouvrage *Du guano du Pérou* : « *De tous les engrais naturels, le guano est peut-être le plus concentré, et en outre celui qui peut le mieux s'approprier à la plus grande variété de récoltes.* »

Le guano est en effet bénéfique pour toutes les cultures. L'azote provoque la croissance de la tige et des feuilles, favorisant ainsi la photosynthèse. Le

phosphore qui se fixe sur les racines apporte des nutriments aux fruits ou aux légumes tout en fortifiant le végétal. Enfin, la potasse qui se dissout lentement augmente la résistance des plantes aux diverses maladies, fait grossir les productions tout en leur donnant une belle couleur. Cet engrais naturel offre donc au cultivateur l'assurance, même sur une petite parcelle, d'une abondante récolte résistante aux maladies. Cet engrais se dissout rapidement dans le sol et offre ainsi les apports nécessaires à la plante. Les agriculteurs l'utilisent au choix en petite quantité comme engrais de fond qui sert alors au printemps à amender le sol uniformément, ou bien en grande quantité comme « coup de fouet », le guano favorisant alors la rapide croissance des végétaux.

Dans les années 1920, les mines de phosphates du Maghreb ou d'Amérique viennent supplanter le commerce du guano. De plus, l'agriculture intensive moderne utilise des engrais chimiques sous forme de granulé ou de liquide dit NPK qui combinent l'azote N, le phosphore P et le potassium K. Cet engrais très vorace en énergie fossile pour sa fabrication est de plus en plus remis en cause car son utilisation intensive pollue les nappes phréatiques en profondeur.

Une utilisation raisonnable

Depuis 2009, les 21 îles péruviennes qui produisent du guano sont des sites protégés. Le ramassage sur les îles est strictement contrôlé et s'effectue par rotation afin de laisser en jachère les lieux de production. À l'inverse, durant le XIX^e siècle, le ramassage se faisait de façon intensive pour répondre à la forte demande internationale. Ce commerce fructueux menaçait alors l'écosystème. Désormais, 280 à 300 saisonniers, pour la plupart des paysans andins, viennent extraire le guano d'avril à novembre. Pour 310 euros par mois, soit le double du salaire minimum au Pérou, les saisonniers extraient sept heures par jour les excréments ou les cadavres d'oiseaux à la main ou avec des pioches pour remplir des sacs de 50 kg. Ces derniers sont descendus à dos d'homme vers un treuil qui charge les bateaux. En effet, pour protéger l'environnement et faute de place sur ces minuscules îlots, l'acheminement d'engins mécanisés est impossible. Ces hommes qui vivent dans un milieu surchargé en ammoniac souffrent régulièrement d'allergies cutanées et d'irritations des yeux.

Désormais, le guano trouve comme unique débouché l'agriculture péruvienne qui l'utilise comme au temps des ancêtres incas pour fertiliser les terres des Andes.

Graham Bell, l'enseignant pour les sourds, invente le téléphone

L'inventeur du téléphone, Alexander Graham Bell, a consacré une bonne partie de sa vie à enseigner aux personnes sourdes, travail qu'il considère comme son plus grand apport à l'humanité. L'ingénieur est à l'origine de nombreuses inventions, dans le domaine de la transmission du son, mais aussi de l'aéronautique.

« L'inventeur est un homme qui observe le monde et qui ne se satisfait pas de l'état des choses. Il veut améliorer tout ce qu'il voit pour le bénéfice de tous. Une idée le hante. L'esprit d'invention le possède et cherche à se matérialiser. »
Graham Bell.

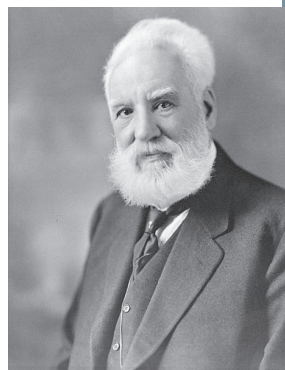
L'élocution, une histoire de famille

Alexander Bell est né en 1847 à Édimbourg, en Écosse – il s'octroie un deuxième prénom, Graham, en 1858. Son père et son grand-père, spécialistes de la parole et de l'élocution, ont créé le « discours visible » pour enseigner aux personnes sourdes à parler. Il s'agit de comprendre les sons par le dessin et par les vibrations afin de les reproduire. À 12 ans, le jeune Graham Bell invente un procédé pour décortiquer le blé. À 15 ans, il vit à Londres avec son grand-père et fait la connaissance de Charles Wheatstone qui mène des recherches sur le télégraphe. Avec son frère, il crée une trachée artificielle. Chez ses parents, à Édimbourg, « l'Athènes du Nord », lieu d'effervescence dans les domaines scientifiques et littéraire, il rencontre les inventeurs de l'époque. À 16 ans, il commence à enseigner l'élocution et effectue des recherches sur la physiologie de la parole qui lui valent d'intégrer la *Philological Society* de Londres. À partir de 1871, il enseigne aux personnes sourdes à Boston. Il fait partie du camp controversé des oralistes (face aux défenseurs du langage des signes). La demande est telle qu'il crée sa propre école. La célèbre Helen Keller, sourde-muette et aveugle, sera l'une de ses élèves (1903).

Du télégraphe au téléphone

À l'époque, le télégraphe permet d'envoyer ou de recevoir un message, en langage morse. Comme Graham Bell, d'autres travaillent à l'envoi multiple comme Thomas Edison et Elisha Gray. Ce serait en juillet 1874, à Brantford au Canada, chez ses parents, alors qu'il observe le courant de la rivière Grand et songe à la manière dont les ondes sonores se déplacent dans l'air, que Graham Bell comprend que les sons pourraient être transmis grâce à l'électricité, en réglant l'intensité du courant. Cet été-là, il dessine les premiers plans

du téléphone. À l'aide du financement de son futur beau-père, président de la Clarke Institution au profit des sourds, il développe le projet d'un télégraphe multiple avec le jeune électricien Thomas Watson. Après la découverte du principe de la résistance variable, les deux chercheurs parviennent à mettre au point les premiers téléphones. Le brevet est déposé par son beau-père le 14 février 1876, quelques heures avant Elisha Gray. Graham Bell reçoit le brevet pour « avancées en télégraphie ». Le 10 mars 1876, il utilise le premier téléphone : « *M. Watson, venez ici, j'aimerais vous voir* », dit-il. En juillet 1877, la *Bell Telephone Company* est créée. Il améliore et déploie l'exploitation de son invention à travers le monde. En 1880, il conçoit le photophone qui transmet le son par la lumière, ancêtre de la fibre optique et de la communication sans fil. Il est le fondateur puis le président de la *National Geographic Society*.



De la recherche médicale à l'aéronautique

Installé à Baddeck à partir des années 1890, en Nouvelle-Écosse, Graham Bell s'intéresse à l'aviation. Visionnaire, il imagine des lignes aériennes à travers le monde et prédit l'importance stratégique du vol aérien d'un point de vue militaire. « *La nation qui s'assurera la maîtrise des airs finira par dominer le monde* », écrit-il en 1908. Avec ses collaborateurs, pendant 31 ans, il effectue 1 200 expériences en aéronautique. Il fait d'abord voler des cerfs-volants tétraédriques, puis travaille sur les hydrodromes, sorte de catamarans à hélices. En 1907, il crée avec ses collaborateurs l'*Aerial Experiment Association* et travaille à la conception d'aéroplanes (vol du *Cygnét*, puis du *Red Wing*, planeur avec un moteur *Curtiss*). En 1909, le *Silver Dart* est le premier aéronef à voler au Canada. Il fonde avec ses amis la *Canadian Aerodrome Company* afin de fabriquer des aéroplanes pour les forces armées. L'armée n'en ayant que faire, Graham Bell se tourne vers le développement des hydroptères en 1912 et bat un record de vitesse sur l'eau en 1919.

Graham Bell est aussi à l'origine d'inventions dans le domaine médical (poumon d'acier, détecteur de métal, radiographie). Au total, 30 brevets ont été déposés à son nom. Celui, particulièrement lucratif, du téléphone, a longtemps été sujet à controverse. La paternité de cette découverte reviendrait à l'Italien Antonio Meucci, en 1849 (qui n'avait pas les finances pour déposer le brevet). Quant à Graham Bell, adepte du silence, il ne supportait plus son invention ! Il est mort du diabète en 1922.

Amelia Earhart, pionnière de l'aviation

« *KHAQQ à Itasca, nous sommes sur la ligne 157-337. Nous répéterons ce message sur 6210 kHz, stand by...* » « *Nous cherchons vers le nord et vers le sud* ». Ce sont les deux derniers messages radio d'Amelia Earhart captés le 2 juillet 1937 alors que l'aviatrice tente un tour du monde aérien. Le mystère de sa disparition reste entier. Mais plusieurs découvertes faites en 1940 et en 2017 ont alimenté le débat : sont-ce bien ses ossements et des débris de son avion qui ont été identifiés sur une île de Papouasie-Nouvelle-Guinée ?

Cheveux courts et veste en cuir



Née le 24 juillet 1897 à Atchison au Kansas, Amelia Earhart est d'abord élevée à la campagne chez ses grands-parents. À 17 ans, elle intègre la Hyde Park Academy High School de Chicago et, en 1917, elle s'installe au Canada – où habite sa sœur Grace – pour être aide-soignante dans un hôpital militaire. En 1919, elle entre à l'université de Columbia où elle suit des études de médecine qu'elle doit abandonner faute d'argent. Elle a 23 ans quand elle effectue son baptême de l'air. Enthousiasmée par l'expérience, elle décide de devenir aviatrice et enchaîne les emplois — photographe, chauffeur de camion... — pour se payer des cours de pilotage dès 1921 et... une veste en cuir ! Bientôt elle peut s'acheter un petit biplan jaune appelé « *Canary* » avec lequel elle atteint l'altitude de 4 300 m le 22 octobre 1922, premier record féminin. En 1924, le manque d'argent la contraint à être enseignante, puis assistante sociale à Boston, mais elle devient aussi vice-présidente de l'American Aeronautical Society, écrit des articles dans des journaux, connaît le début de la célébrité en incarnant la femme américaine indépendante, avec sa coupe de cheveux « à la garçonne ».



Aviatrice de records en solitaire

En avril 1928, Hilton Railey, collaborateur de son mari George P. Putnam – elle l'a épousé en 1927 –, lui propose d'être la première femme à traverser l'Atlantique en avion et, le 17 juin suivant, avec Wilmer Stultz (pilote) et Louis Gordon (mécanicien), Amelia – qui est chargée de tenir le journal de bord... – atterrit à Burry Port au pays de Galles après un vol de 20 h 40 mn sur le trimoteur Fokker F.VIIb/3 « *Friendship* ». Mais elle est déçue – elle déclare à son arrivée qu'elle n'a été qu'un « *sac de pommes de terre...* » – car son rêve est de traverser seule l'Atlantique comme pilote. Ce qu'elle réalise le 20 mai 1932, en

atteignant l'Irlande du Nord après un vol de 14 h 56 mn sur *Lockheed Vega 5B*. Cette fois elle est décorée par le président américain Hoover et reçoit la Légion d'honneur en France. Elle collectionne alors les records : premier vol en solitaire d'Hawaï à la Californie le 11 janvier 1935 ; premier vol en solitaire entre Los Angeles et Mexico sans escale ; premier vol en solitaire et sans escale entre Mexico et Newark en 1935, etc.



DR

Le mystère de sa disparition

En 1937, elle se lance dans le premier tour du monde féminin en avion. Le 1^{er} juin, elle décolle de Miami sur un bimoteur *Lockheed Electra 10-E20* en compagnie de Fred Noonan. Direction l'Amérique latine, puis l'Afrique et l'Inde, et, à peine un mois après, Lae en Nouvelle-Guinée. Il s'agit ensuite d'atteindre l'île Howland, une île minuscule du Pacifique, à 4 100 km de Lae, où l'attend son équipe avec un navire bardé d'équipements radio, l'*Itasca*. Le 2 juillet, Amelia Earhart et Noonan décollent, mais les conditions météo se dégradent très vite. Le 3 juillet, à 7 h 42 heure locale, l'*Electra* envoie un message : « *Nous devons être au-dessus de vous, mais vous ne pouvez pas nous voir. Le carburant est faible. Impossible de vous joindre. Nous volons à 1 000 pieds* ». Puis deux appels, « *KHAQQ à Itasca...* » à 8 h 43 et « *Nous cherchons vers le nord et vers le sud* » à 8 h 55 heure locale. Puis rien. Les recherches commencent. Toutes les îles Phoenix sont fouillées une par une. En vain. Accident ? Capture et exécution pour espionnage par les Japonais ? Les théories se multiplient sur la fin d'Amelia Earhart. A-t-elle cherché à poser son *Electra* sur le platier récifal de l'atoll Gardner – Nikumaroro, Kiribati ? En 1940, des os et des restes de chaussures d'homme et de femme sont trouvés sur Nikumaroro. Entre 1998 et 2017, le Team International Group for Historic Aircraft Recovery (TIGHAR) relance les recherches au sud-est de l'île et découvre des objets (poudrier, couteau de poche, broche, etc.) qui ont très certainement appartenu à l'équipage de l'*Electra*.

Dans une lettre écrite à son mari au cas où elle disparaîtrait, Amelia Earhart écrivait : « *Sache que je suis tout à fait au courant des dangers. Je veux le faire parce que j'en ai envie. Les femmes doivent tenter des choses, comme les hommes avant elles. En cas d'échec, cela doit devenir un défi pour les autres.* »

La *Varig* disparaît après 80 années d'existence

La première compagnie aérienne brésilienne, la *Varig*, a été créée le 27 mai 1927. Pendant quarante ans, des années 1950 aux années 1990, véritable ambassadrice du Brésil, elle a dominé le marché et conquis un monopole dans les vols internationaux. Dans les années 2000, elle a partiellement fait faillite et a dû être rachetée.

Création de la *Varig*

Née au Brésil en 1927 à Porto Alegre, la *Varig* a été créée par le Franco-Allemand Otto Ernst Meyer La Bastille, ancien officier de l'aéronautique militaire allemande, qui, grâce au soutien de personnalités germano-brésiliennes de Rio Grande do Sul, a pu récupérer un hydravion de la *Condor Syndikat*, l'ancêtre de la *Lufthansa*, ainsi que du personnel, en échange de 21 % de son capital. L'hydravion *Dornier Wal*, baptisé « *l'Atlantique* », vole pour la première fois le 26 janvier 1927. Les passagers (neuf au plus) doivent embarquer depuis un bateau. Le 27 mai, cette organisation prend son nom officiel : la *Viacao Aérea Rio Grandense*, la *Varig*. Elle est bientôt rejointe par un deuxième avion, le *Dornier Merkur*, baptisé « *Gaúcho* ». Deux *Klemm L-25* biplaces servent au courrier et à la communication. La première ligne inaugurée, la *Linha de Lagoa* (ligne de la lagune) relie Porto Alegre, Rio Grande et Pelotas.

Montée en puissance

Durant les quatre premières années, le gouvernement soutient financièrement la *Varig*. En 1930, les deux avions de transport sont repris par la *Condor Syndikat*. La compagnie obtient un terrain pour construire un hangar et achète deux *Junkers A-50* à l'Allemagne. Elle construit ses premières pistes d'atterrissage dans les villes du Rio Grande do Sul. En 1937, elle achète le joyau de sa flotte, un *Junkers 52* qui peut transporter 17 passagers. Mais dans les années 1940 la *Varig* doit renouveler sa flotte car, avec la guerre, il devient difficile de se procurer des pièces d'avion allemandes. Elle se dote d'un appareil britannique *De Havilland 89 Dragon Rapide*. La présidence est reprise par Rubem Martin Berta, qui a des ambitions internationales pour la *Varig*.

En pleine expansion

À la fin de la guerre, la *Varig* profite des bas prix de l'aviation pour se doter de *Curtiss C-46* et de *Douglas DC-3/C-47*, robustes et polyvalents, utilisés sur presque toutes les lignes. Elle connaît à l'époque la plus grande expansion de

toute son histoire, qui se poursuit dans les années 1950. En 1953, elle restructure sa flotte pour effectuer ses vols vers les États-Unis (*Convair 240*, avion le plus rapide à l'époque, et quadrimoteur *Lockheed Super Constellation*). Pour rivaliser avec les compagnies américaines, la *Varig* devient une icône du luxe avec des prestations à bord de haute qualité. En 1960, elle reçoit son premier *Boeing 707* pour la ligne sans escale New York-Rio de Janeiro, puis se dote des premiers *jets* commerciaux avec la *Caravelle*. En 1961, en rachetant la plus grande compagnie de vols intérieurs, *Real Aerovias*, elle double sa flotte. Puis avec la dissolution en 1965 de la *Panair do Brasil*, la *Varig* devient le leader incontesté sur le marché international. Ses lignes rejoignent maintenant l'Europe et le Moyen-Orient puis, en 1968, Tokyo. Dans les années 1970, elle est l'une des compagnies les plus réputées au monde. Elle arrive en Afrique en 1970 (Johannesburg) et devient à la fin de la décennie la plus grande société privée au monde en dehors des États-Unis. En 1981, elle poursuit sa dotation en Boeing avec le 747-200 « *Jumbojets* », à 2 étages. Dans les années 1990, elle connaît son apogée, mais aussi le début de ses difficultés.

Difficultés d'adaptation au nouveau marché

En 1990, avec le retour du Brésil à la démocratie, l'aviation commerciale est déréglementée. Après des années de monopole, la *Varig* doit faire face à une forte concurrence, d'autant plus que les compagnies *low-cost* connaissent une croissance exponentielle. La *Varig* doit réduire ses coûts, renoncer au luxe, et restructurer sa flotte. Ses tarifs sont en outre gelés par le gouvernement pour lutter contre l'inflation. En 1995, son président doit être licencié. En 2000, elle continue pourtant d'innover avec la création de la *Variglog*, la plus grande compagnie de fret aérien d'Amérique latine (avions-cargos), et ses vols vers le Chine. Mais les attentats du 11 septembre 2001 provoquent une crise profonde dans le secteur aérien. En 2005, elle demande un redressement judiciaire avec une division de la société en deux pour sauver la partie encore saine. L'année suivante, plus de 5 000 postes sont supprimés en une journée. Elle doit se résoudre à vendre l'entreprise, qui est rachetée en 2007 par la *Gol*, une compagnie *low-cost* brésilienne.

Pendant près de 70 ans, la *Varig* a réussi à s'adapter au changement mais elle a ensuite échoué à se maintenir dans un environnement compétitif. Néanmoins, elle a laissé son héritage de pionnière à la *Gol*, mais aussi son programme de fidélité *Smiles*, devenu une entreprise indépendante qui vaut aujourd'hui deux fois plus que l'entreprise *low-cost*.

Sous la haute direction de Hervé Théry

Adjudant-chef Fanny Boyer
Rédactrice au CERPA-CESA

Les lignes aériennes



Réseau
dans les
années 1930

Réseau
dans les



Réseau
dans les
années 1940

Évolution du logo



1930



ennnes de la Varig

es années 1990



HISTOIRE AÉRONAUTIQUE



1990

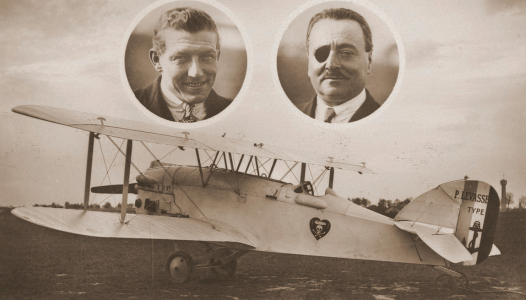
L'Oiseau blanc s'envole à la conquête de New York

En 1927, Charles Nungesser accepte la proposition de François Coli de participer au prix Orteig, qui promet 25 000 dollars de récompense au pilote qui traversera le premier l'Atlantique entre New York et Paris. Les deux hommes s'élancent le 8 mai 1927 à bord de leur avion *l'Oiseau blanc*.

Des pilotes qui relèvent de nouveaux défis

Avec 43 victoires homologuées, Charles Nungesser est le troisième as français, après René Fonck et Georges Guynemer. Démobilisé, il s'exile aux États-Unis pour reconstituer des combats aériens. Il devient aussi comédien pour Hollywood. Toutefois, il mène grand train et connaît des difficultés financières. Contraint de revenir en France en 1927, et ne supportant pas l'inactivité, il accepte de traverser l'Atlantique avec François Coli. Issu d'une famille de marins, lui-même capitaine de marine marchande, François Coli s'est engagé dans l'infanterie dès les premières heures de la Grande Guerre et passe dans l'aviation en 1916. Après un accident d'avion survenu en mars 1918, il porte sur l'œil droit un monocle fumé ou un bandeau qui lui donnent des airs de loup des mers. En 1919, il participe à de nombreux raids aériens et détient plusieurs records mondiaux aériens. Rompu à la navigation aérienne et maritime ainsi qu'à la météorologie, il est alors considéré comme l'un des meilleurs navigateurs. François Coli est le premier à s'inscrire en 1925 au prix Orteig mais après la défection de son ami, le pilote Paul Tarascon, il fait appel à Charles Nungesser. Cependant, relier Paris à New-York s'avère le trajet le plus défavorable pour une traversée transatlantique. En effet, tout au long de l'année des vents contraires freinent l'avancée des avions et, lorsqu'ils faiblissent, le froid et le mauvais temps sévissent.

De l'autre côté de l'Atlantique, plusieurs projets de traversée sont en préparation. Ainsi, le 26 avril 1926, l'*American Legion*, un Kesyton trimoteur, explose après un atterrissage manqué, tuant sur le coup Davis et Wooster, les deux pilotes. Le 21 septembre 1926, un S35 piloté par René Fonck s'écrase au décollage, tuant deux de ses coéquipiers. Toutefois, ces accidents ne découragent pas les autres équipages qui se préparent avec enthousiasme : l'*America* de Richard Byrd, le *Columbia* de Chamberlain ou le *Spirit of Saint Louis* de Charles Lindbergh. Pour éviter de se faire souffler le prix, les pilotes français décident donc de partir au plus tôt.



L'Oiseau blanc

Pour effectuer le trajet, les deux hommes choisissent un biplan *Levasseur PL 8* baptisé *L'Oiseau blanc* en hommage à un chef sioux rencontré en Amérique par Nungesser. Cet avion, recou-

vert d'une épaisse toile, dispose d'une coque de bois de contre-plaqué traité marine pour pouvoir amerrir dans la baie de New York. *L'Oiseau blanc* est propulsé par un moteur Lorraine Dietrich de 12 cylindres, alimenté par trois réservoirs en aluminium pouvant chacun contenir 1 500 litres d'essence.

À l'aube du 8 mai 1927, Nungesser et Coli se préparent pour le vol. Des médecins administrent aux pilotes une piqure de caféine et de l'élixir parégorique pour ralentir le transit intestinal. Les deux pilotes se glissent dans leur combinaison de cuir étanche. Pour alléger l'avion lourdement chargé de carburant, ils n'emportent ni radio, ni canot de sauvetage, et le train d'atterrissage sera largué après le décollage. Il est 5 h 18, les mécaniciens font vrombir le moteur de l'avion. *L'Oiseau blanc* s'élance de la piste du Bourget puis décolle péniblement. À 6 h 45, il vole au-dessus des falaises d'Étretat et des habitants du port irlandais de Carrigoholt certifient avoir vu passer *L'Oiseau blanc* à 11 h 00 alors que celui-ci s'engage sur l'Atlantique nord.

Un vol mystérieux

Plusieurs jours plus tard, les journaux français, après avoir annoncé leur victoire, se rendent à l'évidence : Charles Nungesser, qui avait gagné pendant la Grande Guerre le surnom d'« indestructible », est porté disparu au-dessus de l'Océan avec son compagnon. Plusieurs hypothèses sont alors échafaudées : l'avion s'est abîmé en mer non loin de Saint-Pierre-et-Miquelon, il s'est écrasé au large des côtes du Maine ou dans les forêts du Canada. Depuis 1980, plusieurs campagnes de recherches ont été menées au large de Saint-Pierre-et-Miquelon, sans que l'on ait retrouvé des restes de l'appareil. En 2015, la thèse défendue par Bernard Decré de l'amerrissage de *L'Oiseau Blanc* dans cette zone reçoit le prix Paul Tissandier de l'aéronautique internationale qui reconnaît qu'« *il est donc confirmé que Nungesser et Coli (...) ont été les premiers à traverser l'océan Atlantique par air, d'est en ouest* ».

En 2017, la ville de Paris, honore cet exploit en changeant le libellé de la plaque qui porte leurs noms, dans le XVI^e arrondissement, mentionnant désormais que les deux hommes « *ont traversé l'Atlantique les 8 et 9 mai 1927, naufragés devant Saint-Pierre-et-Miquelon* ».

Henri Guillaumet, le naufragé des Andes



Henri Guillaumet est un pilote moins connu que ses amis de l'Aéropostale Jean Mermoz ou Antoine de Saint-Exupéry. Cet aviateur chevronné réalise pourtant dans les Andes un exploit qui forge le caractère fantastique de l'aventure de la poste aérienne française en Amérique du Sud.

Une passion précoce

Henri Guillaumet est né en 1902 à Bouy, non loin de Reims. Dans son enfance, il voit passer dans le ciel de la Marne les pionniers de l'aviation qui viennent ici se défier lors des meetings aériens. Ce vrombissement des moteurs dans le ciel a sans nul doute influencé le jeune homme qui, en 1921, obtient son brevet de pilote à l'école d'Orly fondée par l'As Charles Nungesser. Un an plus tard, Guillaumet s'engage dans l'aviation militaire, où il rencontre Jean Mermoz. En 1925, sur les recommandations de celui-ci il est engagé au sein de la compagnie aérienne Latécoère. En 1926, Guillaumet initie son futur ami Antoine de Saint-Exupéry au pilotage à longue distance sur la ligne Toulouse, Barcelone, Alicante.

L'Aéropostale en Amérique du Sud

En 1927, Marcel Bouilloux-Lafont rachète les lignes Latécoère et crée l'Aéropostale. Ce nouvel actionnaire rêve, comme son prédécesseur, de livrer du courrier en Amérique du Sud *via* l'Afrique. Cependant, pour relier la France au continent sud-américain, il faut relever de nombreux défis avec un matériel rudimentaire. Après le désert africain, les pilotes doivent s'affranchir de l'Atlantique Sud puis traverser la Cordillère des Andes, deuxième massif montagneux le plus haut du monde. En 1928, une première liaison est réalisée entre le Sénégal et le Brésil. La traversée de l'Océan s'effectue d'abord en bateau puis en avion. Depuis la ville de Natal au Brésil, la ligne s'étend vers Rio puis Montevideo au Paraguay et enfin Buenos-Aires en Argentine. En juillet 1929, le tronçon Buenos-Aires - Mendoza - Santiago du Chili est ouvert. Guillaumet effectue alors deux fois par semaine cette liaison périlleuse. À Mendoza, il doit faire une escale pour embarquer dans un *Potez 25* seul avion de l'Aéropostale qui est à l'époque capable de franchir les Andes.

Une traversée impossible

Le 13 juin 1930, il décolle de Santiago pour effectuer sa vingt-deuxième traversée. Cependant, depuis plusieurs jours la neige et le vent s'abattent sur les Andes. Le pilote modifie son plan de vol pour éviter le mauvais temps.

Il décide ainsi de franchir le massif montagneux par le sud en empruntant le passage de la *Laguna del diamante*. Mais, malgré ce changement de cap, l'avion de Guillaumet affronte des conditions terribles. Le pilote note : « *Je ne fus plus maître de l'appareil, tellement les remous étaient violents et malgré les efforts que je fis pour reprendre l'altitude.* » Cependant, à force de persévérance, le *Potez* passe sous la couche des nuages. Pendant deux heures il tourne à la recherche d'un passage dans la vallée mais, à court de carburant, il doit se résoudre à atterrir dans la neige. Lors de cette manœuvre délicate l'avion se retourne. Guillaumet creuse un trou dans la neige pour s'abriter sous son avion. Au bout de deux jours la tempête s'arrête. Au loin le naufragé entend un avion qui tourne dans le ciel. C'est l'appareil de Pierre Deley, bientôt rejoint par Saint-Exupéry qui cherche le pilote disparu. Mais le *Potez* et son pilote sont invisibles depuis le ciel. L'espoir de trouver Guillaumet vivant s'amenuise. Saint-Exupéry note : « *Lorsque, de nouveau je me glissais entre les murs et les piliers géants des Andes, il me semblait, non plus te rechercher mais veiller ton corps, en silence dans une cathédrale de neige.* ».

Une épopée héroïque

Guillaumet décide alors de partir à pied pour franchir les 60 km qui le séparent de la plaine argentine. Il grave sur la carlingue de son avion : « *N'ayant pas été repéré, je pars vers l'EST. Adieux à tous, ma dernière pensée sera pour ma femme.* » Le pilote escalade ou rampe sans cesse pour ne pas s'endormir et mourir gelé. Dans son livre *Terre des hommes*, Saint-Exupéry résume ainsi cette randonnée : « *Je t'apercevais, marchant sans piolet, sans corde, sans vivres, escaladant des cols de 4 500 mètres ou progressant le long de parois verticales, saignant des pieds, des genoux et de mains par 40 degrés de froid.* ».

Après 5 jours et 4 nuits de ce parcours épuisant Guillaumet est recueilli par des paysans argentins. Jean Mermoz lui écrit : « *Ce soir je respire, c'est bon de revivre avec toi, ma vieille. Enfin ce ne fut pas possible qu'il en fût autrement.* » À son ami Saint-Exupéry venu à sa rencontre, Henri Guillaumet glisse : « *Ce que j'ai fait, je le jure, jamais aucune bête ne l'aurait fait.* ».

En décembre, alors que les beaux jours reviennent, l'Aéropostale envoie dans les Andes une expédition afin de récupérer le courrier qui se trouve encore dans l'épave du *Potez* 25. Le courrier sera remis à ses destinataires avec sur l'enveloppe la mention : « *Retard dû au service.* ».



Adjudant-chef Jean-Paul Talimi
Rédacteur au CERPA-CESA

La montée en puissance de la nouvelle *Space Force* américaine

Officiellement créée le 20 décembre 2019 par Donald Trump, le président des États-Unis, l'*United States Space Force* (USSF), avec son logo digne de la série de science-fiction *Star Trek*, représente la sixième branche indépendante de l'US Armed Forces. En cours d'organisation, elle est rattachée au Department of the Air Force.

Le 18 juin 2018, le président américain Trump annonçait au *National Space Council* la création de la *Space Force* comme sixième branche autonome des forces armées des États-Unis. La création de la *Space Force* s'inscrit dans un contexte de multiplication des actes militaires agressifs dans l'espace, avec notamment les tests de missiles anti-satellites en Chine dès 2007, puis plus récemment en Inde et en Russie.

De l'*Air Force Space Command* à la *Space Force*

L'*United States Space Command* (USSC), qui est le nouveau commandement militaire de l'espace, à vocation interarmées, a été recréé en août 2019 par le président américain. En 1985, un commandement de l'espace avait en effet déjà été mis en œuvre, dissous en 2002 pour être réintégré dans un dispositif plus large à la suite des attentats du 11 septembre 2001. Dans le même temps, l'*United States Space Force* (USSF) a été créée le 20 décembre 2019 en remplacement de l'*Air Force Space Command*, avec la signature du *National Defense Authorization Act* de 2020 pour assurer la supériorité spatiale des États-Unis. Pour l'instant distinct de la *Space Force*, l'USSC devrait y être intégré d'ici 2024, à l'instar de l'USMC au sein de l'US Navy.

Transfert depuis l'USAF

Pour le moment, la *Space Force* est une branche du *Department of the Air Force*, dont dépend aussi l'USAF. L'USSF a pour mission, en tant que première branche militaire du Pentagone, l'organisation, la formation et l'équipement du personnel pour exploiter et protéger les ressources spatiales militaires. Le personnel s'élève à 16 000 aviateurs et civils issus de l'USAF. Cet effectif est réduit par rapport aux autres armées américaines. Cette nouvelle entité est implantée sur une base de l'USAF située dans le Colorado, la *Peterson Space force base*. Le transfert du personnel a été planifié sur 18 mois depuis la création de l'USSF. Pour le moment, le personnel porte l'uniforme de l'US Army comme tenue de combat et de l'USAF pour le service, pour des questions budgétaires. Le premier chef d'état-major de l'es-

pace, qui est aussi celui du *Space Command*, est le général John W. Raymond, issu de l'*USAF*, qui porte le titre officiel de « chef des opérations spatiales ».

Structure de la *Space Force*

L'*USSF* dirige pour le moment deux services : le *Space Operations Command* et le *Space and Missile Systems Center (SMC)*. 23 autres services devraient à terme être rattachés à la *Space Force* pour accompagner sa montée en puissance. Le *SMC*, renommé « Centre d'excellence en matière d'acquisition de la *Space Force* » est chargé d'améliorer les systèmes militaires spatiaux des cinq armées américaines. Toutes les structures militaires en lien avec l'espace seront à terme réunies sous un commandement interarmées au sein de la *Space Force*.

L'*USSF* comprend les installations de lancement de satellites de l'*USAF* dont la base au sol *Vandenberg Air Force Base* pour le lancement de satellites militaires et gouvernementaux. L'*USSF* représente aujourd'hui le premier utilisateur au monde de satellites gouvernementaux. Les lanceurs qui seront utilisés par la *Space Force* sont principalement les fusées *Delta IV* de Boeing, *Atlas V* de Lockheed Martin, et *Falcon 9* de Space X.

Une mise en œuvre progressive

Ce réservoir de force spécialisé est chargé de « protéger les intérêts des États-Unis dans l'espace », de représenter un outil dissuasif, et de « conduire les opérations spatiales » qui concernent notamment la supériorité spatiale, le contrôle défensif et offensif, les opérations satellites, le soutien aux opérations spatiales, le soutien spatial au nucléaire, et la détection des missiles.

Le 5 février 2020, la *Space Force* a lancé son premier missile balistique intercontinental, le *Minuteman III*. Au mois de mars, elle a envoyé en orbite son premier satellite, l'*AEHF-6*, depuis Cap Canaveral en Floride grâce à un lanceur *Atlas V* pour compléter une constellation chargée de relayer des informations sécurisées en cas de conflit. Un certain nombre d'autres projets sont annoncés pour 2020-2021, que ce soit en termes de coopération, d'organisation ou de budget. Le président Trump a demandé un budget colossal de 15 milliards de dollars (60 % du budget de la NASA) et l'embauche de 10 000 personnes supplémentaires en 2021 au profit de l'*USSF*.

Aujourd'hui, l'*USSF* structure encore son organisation. Son rôle et son identité restent à définir. Pour s'assurer qu'elle a bien atteint ses objectifs, le Congrès exige que lui soient transmis des rapports détaillés jusqu'en 2023. Cette organisation titanesque est à la mesure de la place des États-Unis dans le domaine spatial et démontre une volonté de maintenir une avance certaine sur le reste du monde.

Le comité pédagogique

sous le patronage du général d'armée aérienne Philippe Lavigne,
chef d'état-major de l'armée de l'air et de l'espace

Général de brigade aérienne Julien Sabéné

directeur du Centre études, rayonnement et partenariats de l'armée de l'air (CERPA) - Centres des études stratégiques aérospatiales (CESA).

Jean-Marc Albert, *professeur d'histoire de première supérieure.*

Jean-Yves Daniel, *inspecteur général honoraire de l'Éducation nationale.*

Christophe de Dreuille, *directeur de programmes, Airbus Defence and Space.*

Denise Flouzat, *recteur d'académie hooraire, professeur émérite des Universités et ancien membre du conseil de la politique monétaire de la Banque de France.*

Colonel Sébastien Fontaine, *commandant du Centre d'enseignement militaire supérieur air.*

Odile Fuchs-Taugourdeau, *magistrate et présidente de chambre à la cour administrative de Paris.*

Patrick-Louis Hubert, *juge à la Cour d'arbitrage international.*

Michèle Jouve, *auteur, professeur de sociologie et sémiologie.*

Jérôme de Lespinois, *membre de l'Académie de l'air et de l'espace.*

Patrick Meneghetti, *avocat.*

Emmanuel Nal, *maître de conférences en philosophie à l'université de Mulhouse.*

François Pernot, *professeur d'histoire moderne à l'université de Cergy-Pontoise.*

Claude Ribbe, *écrivain.*

Hélène Sirven, *maître de conférences en architecture et arts appliqués à l'université Panthéon-Sorbonne.*

Gérard Teboul, *professeur de droit public à l'université Paris XII.*

Jean-Louis Tertian, *contrôleur général économique et financier.*

Hervé Théry, *professeur agrégé de géographie et spécialiste du Brésil.*

Marie-Catherine Villatoux, *docteur et agrégée en histoire, enseignant-chercheur au Centre de recherche de l'armée de l'air (CReA).*

Igor Yakoubovitch, *professeur agrégé de lettres classiques, docteur en langues et littératures anciennes, membre des jeunes de l'IHEDN.*